



Rapport annuel 2013

Exercice se terminant
le 30 juin 2013

Pour plus d'informations :
Relations avec les investisseurs
investisseur@h2oinnovation.com

Symboles boursiers :
Bourse de croissance TSX : HEO
Alternext : MNEMO : ALHEO

Les rapports financiers, les rapports annuels ainsi que les communiqués de presse sont disponibles sur notre site Internet : www.h2oinnovation.com et sur SEDAR.

TABLE DES MATIÈRES

RAPPORT DE GESTION	1
Vision, mission et profil	2
Mesure financière non conforme aux IFRS	3
Résultats d'exploitation	4
Situation financière	8
Flux de trésorerie	9
Gestion du capital	11
Estimations comptables et principales conventions comptables	11
Normes et modifications comptables publiées mais qui n'ont pas encore été adoptées	13
Ententes hors bilan	14
Gestion des risques et risques financiers	14
Facteurs de risques et incertitudes	18
Contrôles et procédures	20
Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financières	22
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS	23
Rapport de l'auditeur indépendant	24
États consolidés de la situation financière	26
États consolidés de la variation des capitaux propres	27
États consolidés des résultats	28
États consolidés du résultat global	29
États consolidés du flux de trésorerie	30
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	31
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	67



Rapport de gestion

30 juin 2013

Pour plus d'informations :
Relations avec les investisseurs
investisseur@h2oinnovation.com

Symboles boursiers :
Bourse de croissance TSX : HEO
Alternext : MNEMO : ALHEO

Les rapports annuels ainsi que les communiqués de presse sont disponibles
sur notre site Internet: www.h2oinnovation.com et sur SEDAR.

RAPPORT DE GESTION

Le président et chef de la direction et la vice-présidente, finances de H₂O Innovation inc. (« H₂O Innovation » ou la « Société ») ont signé une déclaration établissant la responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière présentée dans le présent rapport annuel. La déclaration, qui figure à la page 21, décrit en outre les rôles du comité de vérification et du conseil d'administration en ce qui a trait à cette information financière. Ce rapport de gestion porte sur les résultats d'exploitation et la situation financière de H₂O Innovation pour les exercices terminés les 30 juin 2013 et 30 juin 2012. Il doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 30 juin 2013 et avec les notes afférentes.

Certains énoncés figurant dans le présent Rapport de gestion relatif aux opérations de H₂O Innovation ainsi que dans d'autres communications publiées par la Société décrivant de manière plus générale les objectifs, projections, estimations, attentes ou prévisions de la direction peuvent constituer des énoncés prospectifs au sens de la législation sur les valeurs mobilières. Les énoncés prospectifs concernent l'analyse et toute autre information basée sur la prévision de résultats futurs et l'estimation de montants qu'il est actuellement impossible de déterminer. Les énoncés prospectifs peuvent être identifiés par l'utilisation des termes « prévoir », « si », « croire », « continuer », « évaluer », « s'attendre à », « avoir l'intention de », « peut », « planifier », « potentiel », « prédire », « projet », « devrait » ou « devoir » ou tout autre terme similaire ainsi que les termes habituellement utilisés au futur et au conditionnel, notamment au regard de certaines hypothèses sur l'avenir d'une entreprise émergente. Ces énoncés prospectifs sont assujettis à certains risques et incertitudes qui peuvent faire en sorte que les résultats actuels et futurs de la Société diffèrent substantiellement des résultats indiqués par ces énoncés prospectifs. Le détail de ces risques et incertitudes est disponible sur SEDAR (www.sedar.com) dans la Notice annuelle de la Société datée du 24 septembre 2013. À moins que la législation applicable en matière de valeurs mobilières l'exige, H₂O Innovation décline toute obligation de réviser ou de mettre à jour les énoncés prospectifs figurant dans le présent Rapport de gestion ou dans toute autre communication par suite de nouvelles informations, d'événements futurs ou de tout autre changement.

Sauf indication contraire, les montants sont indiqués en dollars canadiens et proviennent des états financiers établis en conformité avec les Normes internationales d'information financière (« IFRS »).

VISION, MISSION ET PROFIL

NOTRE VISION

Devenir le meilleur fournisseur en Amérique du Nord de solutions de traitement d'eau et de technologies de filtration membranaire.

NOTRE MISSION

Fournir des solutions de traitement d'eau sécuritaires et intégrés, et offrir un service à la clientèle exceptionnel afin d'assurer la longévité des relations clients.

NOTRE PROFIL

H₂O Innovation fournit des solutions intégrées de traitement des eaux utilisant les technologies de filtration membranaire pour les marchés municipaux, de l'énergie et des mines. H₂O Innovation conçoit des projets sur mesure pour la production d'eau potable, le recyclage d'eau, le dessalement, l'assainissement des eaux usées et la production d'eaux de procédés industriels, en plus d'offrir une gamme complète de produits chimiques de spécialité et autres consommables pour des projets de filtration membranaire et d'osmose inverse. H₂O Innovation compte environ 125 employés et dispose de huit places d'affaires en Amérique du Nord.

MESURE FINANCIÈRE NON CONFORME AUX IFRS

Dans ce rapport de gestion, la direction de la Société utilise une mesure qui n'est pas conforme aux IFRS. La mesure « BAIIA ajusté avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA ajusté) » n'est pas définie par les IFRS et ne peut être présentée formellement dans les états financiers consolidés. La définition du BAIIA ajusté ne prend pas en compte les pertes sur disposition d'immobilisations corporelles, les variations de la juste valeur des contreparties éventuelles, la dépréciation du goodwill, la dépréciation des actifs incorporels, les charges de rémunération à base d'actions, la perte à la disposition d'un placement dans une coentreprise et la quote-part des (gains) pertes d'une coentreprise. Le lecteur a la possibilité d'établir le lien entre le BAIIA ajusté et le bénéfice (la perte) net(te). La définition du BAIIA ajusté utilisée par la Société peut différer de celles utilisées par d'autres entreprises.

Bien que le BAIIA ajusté ne soit pas une mesure conforme aux IFRS, elle est utilisée par la direction, les analystes, les investisseurs et les acteurs financiers pour évaluer la performance et la gestion de la Société d'un point de vue financier et opérationnel.

Rapprochement du BAIIA ajusté au bénéfice (à la perte) net(te)

Exercices terminés les 30 juin	2013	2012
	\$	\$
Bénéfice (Perte) net(te)	312 992	(8 054 860)
Charges financières – nettes	742 734	908 172
Impôts sur les bénéfices	(167 335)	(2 507 158)
Amortissement des immobilisations corporelles	279 866	306 272
Amortissement des actifs incorporels	720 701	614 308
Perte à la disposition d'immobilisations corporelles	23 485	16 710
Variation de la juste valeur des contreparties conditionnelles	-	(280 142)
Dépréciation du goodwill	-	8 221 423
Dépréciation des actifs incorporels	-	378 728
Charges de rémunération à base d'actions	39 619	86 469
Gain sur entente de règlement	(404 189)	-
Perte à la disposition d'un placement dans une coentreprise	42 521	-
Quote-part des (résultats) pertes d'une coentreprise	(6 142)	322 250
BAIIA ajusté	<u>1 584 252</u>	<u>12 172</u>

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Exercices terminés les 30 juin	2013	2012	2011
	\$	\$	\$
Revenus	36 136 901	35 909 907	27 632 266
Bénéfice brut	9 251 537	8 275 358	8 164 191
Marge bénéficiaire brute	25,6%	23,0 %	29,5 %
Charges d'exploitation	696 079	642 880	1 225 331
Frais de vente	3 509 081	3 906 263	3 689 387
Frais administratifs	3 533 042	4 206 086	3 467 886
Bénéfice (Perte) net(te)	312 992	(8 054 860)	(1 359 380)
Perte nette de base et diluée par action	0,005	(0,134)	(0,023)
BAIIA ajusté ⁽¹⁾	1 584 252	12 172	325 292
Actif total	26 920 524	28 469 400	34 653 265
Passifs financiers non courants	64 996	1 562 315	3 958 024

⁽¹⁾ Se reporter à la section « Mesure financière non conforme aux IFRS »

Revenus et bénéfice brut

Les revenus ont augmenté de 0,2 M \$ pour l'exercice 2013 par rapport à l'année, en hausse de moins de 1%. La composition des revenus a changé, tandis que les revenus provenant des projets de traitement d'eau ont diminué de 1,3 M \$, les revenus provenant des produits chimiques de spécialité et autres consommables (comprenant les produits de notre division érablière) ont augmenté de 1,5 M \$. Les revenus des projets de traitement d'eau furent affectés négativement le 27 juin 2013 par la terminaison d'un contrat pour fournir un système de traitement d'eau conteneurisé avec une municipalité des États-Unis, due à un défaut de paiement du client. L'équipement était construit et prêt à l'expédition lorsque le contrat fut résilié. La Société a engagé des procédures judiciaires envers le client pour demander une indemnisation pour les dommages subis. La Société a également lancé un processus de médiation par le biais de l'*American Arbitration Association* pour parvenir à un règlement. En excluant l'impact de cette résiliation, les revenus auraient atteint 37,4 M \$.

Durant l'exercice 2013, les revenus provenant des projets de traitement d'eau se sont élevés à 22,9 M \$ contre 24,2 M \$ en 2012, tandis que les revenus provenant des produits chimiques de spécialité et autres consommables ont atteint 13,2 M \$ en 2013, contre 11,7 M \$ en 2012. Cette augmentation de près de 13% des revenus des produits chimiques de spécialité et autres consommables est le résultat d'une décision stratégique d'établir et de renforcer les relations à long terme avec nos clients, apportant un flux régulier de revenus, une création de valeur directe pour nos actionnaires.

Malgré des revenus relativement stables de l'exercice 2012 à l'exercice 2013, dû en partie à un quatrième trimestre au ralenti, la Société a sécurisé 19,2 M \$ en nouvelles commandes pour des projets de traitement d'eau pour l'année 2013, représentant une augmentation de 18% par rapport à l'exercice précédent. Combiné à la résiliation d'un contrat aux États-Unis, le carnet de commande a baissé à 14,1 M \$ au 30 juin 2013. Le ratio commandes / revenus pour les de traitement d'eau de la Société s'élève à 0,78 pour l'exercice 2013, comparativement à 0,67 pour l'exercice 2012. Le pipeline de ventes est riche en opportunités, ce qui devrait permettre au carnet de commandes de la Société de supporter une croissance des revenus. Nous maintenons une forte activité de soumission et les efforts de la direction ont pour but de faire croître le carnet de commandes.

Ces efforts comprennent une nouvelle embauche au sein de l'équipe des ventes de l'Amérique du Nord. En tant que directeur des ventes de systèmes pour les États-Unis, David Faber a déjà pris la tête des ventes de projets américains, travaillant étroitement avec l'équipe des ventes déjà existante de la Société, avec entre autres Harbans Kohli, vice-président des ventes, qui se concentrera dorénavant sur les grands projets sur le territoire américain. La Société a également embauché un directeur des ventes en Colombie Britannique pour développer ce territoire prometteur, où il y a un besoin croissant d'usines modulaires nécessaires pour les camps de travailleurs.

Le tableau suivant présente l'évolution des revenus et des nouvelles commandes de la Société, ainsi que la fluctuation de son carnet de commandes au cours des huit derniers trimestres.

	Exercice 2012				Exercice 2013				Exercice 2013	Exercice 2012
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4 ⁽¹⁾		
Carnet de commandes	31,6 M \$	30,0 M \$	28,1 M \$	20,8 M \$	20,4 M \$	18,7 M \$	15,4 M \$	14,1 M \$	N/A	N/A
Commandes de projets de traitement d'eau	0,9 M \$	4,7 M \$	6,0 M \$	4,7 M \$	6,7 M \$	4,3 M \$	2,6 M \$	4,3 M \$	17,9 M \$	16,3 M \$
Revenus provenant des projets de traitement d'eau	4,3 M \$	4,1 M \$	6,7 M \$	9,1 M \$	7,1 M \$	6,0 M \$	5,9 M \$	3,9 M \$	22,9 M \$	24,2 M \$
Ratio commandes / revenus	0,2	1,1	0,9	0,5	0,9	0,7	0,4	1,1	0,78	0,67
Revenus provenant des produits chimiques de spécialité et autres consommables (généralement récurrents)	2,8 M \$	3,0 M \$	3,5 M \$	2,4 M \$	2,9 M \$	3,4 M \$	4,0 M \$	2,9 M \$	13,2 M \$	11,7 M \$
Revenus totaux	7,1 M \$	7,1 M \$	10,2 M \$	11,5 M \$	10,0 M \$	9,4 M \$	9,9 M \$	6,8 M \$	36,1 M \$	35,9 M \$

(1) Le 27 juin 2013, la Société a terminé un projet avec un client aux États-Unis pour bris de contrat. La valeur du contrat a été retranchée du carnet de commandes. L'équipement a été comptabilisé à l'état de la situation financière à titre de produit fini.

Pour l'exercice financier 2014, nous visons à accroître notre empreinte grâce à l'ajout de nouveaux distributeurs de produits chimiques, tout en aidant nos actuels distributeurs à augmenter leur part de marché. En juin 2013, nous avons embauché un nouveau directeur des ventes pour les produits chimiques de spécialité pour Professional Water Technologies (« PWT »). Ses responsabilités principales incluent l'identification de nouvelles opportunités commerciales et fournir un soutien technique pour la clientèle de PWT au Sud des États-Unis. De plus, nous avons tenu notre deuxième sommet international de distributeurs en juillet 2013. Lors de ce sommet, nos distributeurs ont reçu une formation technique et commerciale sur de nouveaux produits chimiques.

Nos revenus provenant des produits chimiques de spécialité et autres consommables comprennent les ventes de produits liés à la production de sirop d'érable. Ces revenus ont augmenté de plus de 11% pour l'exercice 2013 comparativement à l'exercice 2012. Au cours de l'exercice, nous avons embauché un directeur des ventes aux États-Unis qui a réussi à étendre notre réseau de distribution sur ce territoire, où il n'y a présentement pas de quotas pour les acériculteurs, ce qui a contribué à augmenter nos revenus. Nous comptons poursuivre notre croissance avec l'expansion de notre réseau de distribution sur le territoire américain et dans les autres provinces canadiennes.

Au niveau des activités de ventes de systèmes, la direction est convaincue que le développement des relations clients à long terme est essentiel pour générer des revenus récurrents. Des initiatives telles que l'approvisionnement pour les premiers besoins en produits chimiques, l'offre de contrats de maintenance préventive et de suivi des performances, permettront d'accroître la durée de vie des systèmes et des membranes, de réduire les coûts d'opération (OPEX), et de produire une eau de qualité constante. En fournissant nos produits chimiques de spécialité avec la livraison de systèmes membranaires, nous proposons un point de responsabilité unique pour la conception et l'opération des systèmes. Cette stratégie démontre comment les ventes de systèmes et les revenus récurrents sont intimement liés.

Afin de renforcer les ventes de systèmes et d'accroître les facteurs de différenciation, la Société a annoncé le lancement de deux innovations. La première est l'introduction de son nouveau design de châssis pour membranes Fiberflex^{MD} MF/UF. Ce châssis unique est conçu pour accueillir plusieurs types de membranes de microfiltration et d'ultrafiltration différents. Cette innovation permettra à la Société d'augmenter son offre et de renforcer sa position de leader en traitement d'eau. Ingénieurs et clients bénéficieront grandement de cette flexibilité dans le design et l'opération de systèmes d'MF/UF. Les clients-finaux auront également plus de liberté et de pouvoir de négociation lors de l'achat de membranes. La Société a également lancé une nouvelle plateforme innovante avec une seconde génération de bioréacteur à membrane conteneurisé dédié aux effluents d'eaux usées. Ce système sera de loin le système de traitement d'eaux usées le plus complet et le plus versatile sur le marché sachant que la redondance est normalement disponible sur des systèmes beaucoup plus gros.

L'impact de la modification de la composition du chiffre d'affaire au cours de l'exercice 2013 se traduit par une augmentation de la marge bénéficiaire brute. Les activités de la Société durant l'exercice 2013 ont généré une marge bénéficiaire brute de 25,6%, contre 23,0% en 2012. La composition des revenus de 2013 démontre que les revenus provenant des produits chimiques de spécialité et autres consommables représentent une plus grande proportion du total des revenus par rapport à l'exercice 2013 (36,5% en 2013 contre 32,6% en 2012).

Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation ont augmenté de 0,6 M \$ à 0,7 M \$ pour l'exercice financier se terminant le 30 juin 2013 comparativement à l'exercice se terminant en 2012. Cette augmentation est due à la création de deux nouveaux postes au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2013 :

- 1) Une chimiste a été embauchée pour supporter le développement et l'amélioration de produits de notre gamme de produits chimiques de spécialité. À mesure qu'elle développera de nouveaux produits, la Société sera en mesure de pénétrer de nouveaux marchés de niche.
- 2) Un directeur de l'approvisionnement et logistique a également été embauché ayant comme responsabilités d'améliorer nos pratiques d'approvisionnement afin d'optimiser nos termes et conditions avec nos fournisseurs, de maximiser l'utilisation de notre inventaire et essentiellement d'intégrer pleinement les notions de chaîne d'approvisionnement et de logistique dans l'exécution de nos projets.

Frais de vente

Les frais de vente ont diminué de 397 000 \$ ou 10,2% pour l'exercice se terminant le 30 juin 2013 par rapport à l'exercice précédent, alors que les revenus sont demeurés stables. Les frais de vente sont liés aux commandes et aux revenus, mais ne varient pas proportionnellement. Cette diminution est due en partie à la terminaison de contrats de consultants au cours de l'exercice, à la diminution des dépenses de voyage et sur le fait que la deuxième conférence annuelle des distributeurs de Professional Water Technologies (« PWT ») a eu lieu en juillet 2013 n'engageant donc aucun frais au cours de l'exercice 2013 par rapport à l'année précédente, où l'évènement avait eu lieu en avril 2012.

Frais administratifs

Les frais d'administration ont diminué d'environ 673 000 \$ ou 16,0% pour l'exercice 2013 comparativement à l'exercice 2012. Les salaires et les avantages sociaux ont diminué suite à la suppression de postes, et cela comprend les frais d'indemnités de cessation d'emploi s'élevant à 175 000\$ en date du 30 juin 2012. Les honoraires professionnels ont diminué en raison de la baisse des services connexes de vérification reçus suivant la complétion de la transition aux IFRS. La Société a constitué une provision pour créances douteuses dans les opérations de produits consommables de 151 000 \$ relativement au compte à recevoir d'un distributeur de produits acéricoles (254 000 \$ dans l'exercice 2012).

Le ratio des charges d'exploitation, frais de vente et frais administratifs par rapport aux revenus s'élevait à 21,4% pour l'exercice 2013, en baisse, comparativement à 24,3% pour l'exercice précédent. L'amélioration de ce ratio est la résultante de l'importante réorganisation initiée depuis le 30 juin 2012. Nous avons réussi à maintenir notre volume d'activités au cours des trois premiers trimestres de l'exercice 2013, alors qu'au quatrième trimestre, nous avons été obligés de mettre fin à un contrat, lequel a eu un impact négatif sur nos revenus de 1,2 M \$.

BAIIA ajusté

Le BAIIA ajusté pour l'exercice 2013 était de 1 584 252 \$, comparativement à 12 172 \$ pour l'exercice 2012. Le BAIIA ajusté s'est considérablement amélioré au cours de l'exercice 2013 en raison de la diminution des charges d'exploitation, frais de vente et frais administratifs, et de l'augmentation des revenus provenant des produits chimiques de spécialité et autres consommables.

Autres pertes (gains) – nets

Les autres pertes (gains) – nets se sont élevés à 38 562 \$ pour l'exercice terminé le 30 juin 2013, contre (368 279 \$) pour l'exercice terminé le 30 juin 2012. Cette diminution est principalement due à une perte de change, résultant des variations des éléments du fond de roulement et à la perte sur la cession d'immobilisations

corporelles suivant le déménagement de notre usine de Minneapolis (États-Unis) en mai 2013, et d'autres revenus tiers de la location d'espaces d'entreposage d'équipement en attente de livraison.

Charges financières – nettes

Les charges financières – nettes se sont élevées à 742 734\$ pour l'exercice terminé le 30 juin 2013, comparativement à 908 172 \$ pour l'exercice précédent. Ces dépenses se rapportent principalement à la dette à long terme. De ce montant, 88 399 \$ représentent la partie théorique et non-monnaire des intérêts sur la dette à long terme. Enfin, 30 492 \$ représente la désactualisation sur les contreparties éventuelles.

Gain sur entente de règlement

Le 1^{er} décembre 2012, la Société a signé une entente de règlement et quittance avec Donald Ricketts (« M. Ricketts »). Dans le cadre de cette entente, la convention de rachat (la « convention ») datée du 10 avril 2008 relativement à l'acquisition de Wastewater Technology, Inc. a été résiliée avec effet immédiat, et M. Ricketts et la Société ont abandonné tous leurs droits relevant de cette convention. En contrepartie de cet abandon, M. Ricketts a reçu 96 011 \$ et a convenu qu'aucun montant ne lui était dû ou ne lui serait jamais dû dans le cadre de la convention ou en sa qualité d'employé ou de consultant de la Société. Par conséquent, la Société a radié la contrepartie éventuelle relative à cette convention résiliée d'un montant de 404 189 \$ (407 736 US\$) et a inscrit un gain sur entente de règlement du même montant dans ses états de résultats.

Quote-part des (profits) pertes dans une coentreprise et perte sur disposition d'un investissement dans une coentreprise

La quote-part des (profits) pertes dans une coentreprise s'élève à (6 142 \$) pour l'exercice terminé le 30 juin 2013, comparativement à une quote-part des (profits) pertes de 322 250 \$ pour l'exercice terminé le 30 juin 2012. La Société a décidé de mettre fin à sa participation dans la coentreprise au 31 mars 2013, car les objectifs de ventes initialement établis n'ont pas été atteints. H₂O Innovation India Limited nécessitait beaucoup d'attention et des ressources, et l'impact sur les revenus et les bénéfices de la Société étaient non significatifs. La Société a comptabilisé une perte sur disposition d'un investissement dans une coentreprise au montant de 42 521 \$ dans l'état des résultats, suivant la terminaison de l'entente au 31 mars 2013.

Bénéfice (Perte) net(te)

Le bénéfice net s'est élevé à 312 992 \$ ou 0,005 \$ par action pour l'exercice financier 2013 comparativement à une perte nette de (8 054 860 \$) ou (0,134 \$ par action) pour l'exercice précédent. Cette amélioration est attribuable à trois facteurs principaux :

- 1) La direction contrôle étroitement les charges d'exploitation, frais de vente et frais administratifs et s'applique à trouver des économies supplémentaires.
- 2) La Société a maintenu son niveau de revenus lequel a généré une marge bénéficiaire brute améliorée grâce à une saine combinaison de sources de revenus.
- 3) Finalement, la Société n'a pas subi de dépréciation du goodwill, de dépréciation des actifs incorporels et de variation de la juste valeur des contreparties conditionnelles au cours de l'exercice financier 2013 comparativement à l'exercice financier 2012.

Engagements contractuels

La Société s'est engagée d'après des contrats de location échéant en 2014, 2017, 2022 et 2023 à verser un montant de 4 620 418 \$ pour la location d'espaces. Les paiements minimums exigibles pour les cinq prochains exercices s'élèvent à 567 605 \$ en 2014, 539 113 \$ en 2015, 542 066 \$ en 2016, 554 377 \$ en 2017 et 424 834 \$ en 2018.

Informations sur le capital-actions

Au 24 septembre 2013, la Société avait en circulation 60 145 832 actions, 1 862 500 options d'achat d'actions et 1 000 000 bons de souscription.

SITUATION FINANCIÈRE

Le fonds de roulement de la Société a diminué de 2,5 M \$ au 30 juin 2012 à 2,1 M \$ au 30 juin 2013, le ratio d'endettement à court terme de la Société a décliné, passant de 1,19 à 1,17 sur la même période. Cette détérioration est due en partie au reclassement de la tranche à long terme d'un emprunt bancaire, d'un emprunt auprès d'autre entités et d'un emprunt auprès d'actionnaires, d'un montant de 1 809 288 \$ dans les passifs courants, la Société n'ayant pas respecté certaines de ses clauses restrictives. Toutefois, des dérogations ont été demandées et obtenues après la clôture. Les autres facteurs ayant un effet négatif sur le ratio d'endettement à court terme sont la terminaison d'un projet avec un client pour lequel l'équipement a été comptabilisé à titre de produit fini, jusqu'à ce que nous l'ayons vendu à un autre client, ainsi qu'une utilisation accrue des facilités de crédit. Au cours de l'exercice 2013, la Société a encaissé une grande partie des comptes débiteurs qu'elle détenait au 30 juin 2012.

La dette nette excluant les contreparties conditionnelles qui s'élevait à 6,2 M \$ le 30 juin 2013, est demeurée relativement stable, n'augmentant que de 0,1 M \$, comparativement à 6,1 M \$ au 30 juin 2012. Cette augmentation est principalement due à la baisse générale du fond de roulement, elle-même causée en grande partie par l'annulation d'un projet avec un client américain.

Les capitaux propres s'élevaient à 14,4 M \$ au 30 juin 2013, contre 13,7 M \$ au 30 juin 2012. Au 30 juin 2013, le ratio d'endettement net était de 0,43 comparativement à 0,45 au 30 juin 2012, ce qui démontre que la Société n'est pas surendettée.

Exercices terminés les 30 juin (en dollars canadiens, sauf le ratio)	2013	2012
Fonds de roulement	2 144 985 \$	2 518 829 \$
Ratio d'endettement à court terme	1,18	1,19
Dette nette ¹	6 202 865 \$	6 129 684 \$
Capitaux propres	14 426 788 \$	13 744 227 \$
Ratio d'endettement net	0,43	0,45

¹ La dette nette inclut le découvert bancaire, les emprunts bancaires et la dette à long terme, nets de trésorerie et équivalents, mais exclut les contreparties éventuelles.

Au 30 juin 2013, les débiteurs s'élevaient à 6,5 M \$, contre 9,3 M \$ au 30 juin 2012. Cette diminution de 2,8 M \$ peut être attribuée à un plus bas niveau de facturation à la fin de l'exercice, alors que les étapes de facturation ont été atteintes sur un plus petit nombre de projets actifs étant donné que le carnet de commandes a décliné et en raison de la terminaison d'un projet avec un client américain.

Les stocks ont bondi à 4,0 M \$ au 30 juin 2013 contre 2,2 M \$ au 30 juin 2012. Cette augmentation est principalement attribuable à la valeur d'un équipement qui a été comptabilisé à titre de produit fini suite à l'annulation d'un contrat avec un client américain pour cause de non-paiement. La Société concentre encore ses efforts sur l'amélioration des contrôles sur le processus d'approvisionnement et une meilleure utilisation de nos items en mains ou à rotation lente avec l'embauche d'un directeur de l'approvisionnement et logistique au cours de l'exercice.

L'excédent des coûts engagés sur la facturation est demeuré stable à 2,2 M \$ aux 30 juin 2013 et 2012, bien qu'elle soit soumise à des différences entre l'avancement des projets et les échéanciers de facturation des projets. L'excédent de la facturation sur les coûts engagés a augmenté de 0,2 M \$ passant à 1,8 M \$ au 30 juin 2013, de 1,6 M \$ au 30 juin 2012. Cette augmentation s'explique également par les différences entre l'avancement des projets et les échéanciers de facturation des projets.

Les créiteurs et charges à payer ont diminué de 1,6 M \$, atteignant 4,1 M \$ au 30 juin 2013, contre 5,7 M \$ au 30 juin 2012. Cela est dû en grande partie à une diminution du nombre de projets actifs entrant dans la phase de fabrication pour lesquels des composants majeures ont été achetés au cours du deuxième semestre de l'exercice 2012.

Suite à l'entente de règlement, la Société a payé 96 011 \$ pour résilier la convention de rachat et a radié la contrepartie éventuelle restante relativement à la résiliation de cette convention de rachat d'un montant de 404 189 \$ (407 736 \$US).

FLUX DE TRÉSORERIE

Le tableau ci-dessous présente une comparaison des flux de trésorerie de la Société pour les exercices terminés les 30 juin 2013 et 2012 :

Exercices terminés les 30 juin, (en dollars canadiens)

	2013	2012
	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	1 053 500	815 699
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(425 514)	(1 063 618)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(1 026 951)	795 701
Effet des variations des cours de change sur la trésorerie libellée en devises étrangères	24 868	(275 285)
Variation nette	(374 097)	272 497
Trésorerie et équivalents – Début d'exercice	421 332	148 835
Trésorerie et équivalents – Fin d'exercice	47 235	421 332

Avant la variation des éléments du fonds de roulement, les activités opérationnelles ont généré 1 572 750 \$ de liquidités pour l'exercice terminé le 30 juin 2013, contre 87 659 \$ de liquidités générées par ces mêmes activités au cours l'exercice terminé le 30 juin 2012. Les flux de trésorerie nets générés par les activités opérationnelles se sont élevés à 1 053 500 \$ pour l'exercice 2013, contre 815 699 \$ de flux de trésorerie générées par les activités opérationnelles durant l'exercice précédent. Ce progrès est attribuable à l'amélioration significative du bénéfice net pour l'exercice 2013 comparativement à celui de 2012. Ce progrès est également lié aux facteurs suivants :

- La diminution du volume d'activités en fin d'exercice s'est reflétée en une diminution du niveau des comptes débiteurs à la fin de l'exercice 2013 comparativement à l'exercice 2012;
- Cette baisse de volume d'activités a également engendré une diminution du niveau des créditeurs et charges à payer pour l'exercice 2013 comparativement à l'exercice 2012;
- Un suivi plus étroit des soldes de comptes débiteurs en vue d'accélérer les paiements des clients;
- Une différence dans les moments au cours desquels les phases de fabrication des projets affectent les échéanciers de facturation par conséquent les coûts engagés sur la facturation et l'excédent de facturation sur les coûts engagés; et
- Enfin, la résiliation d'un projet avec un client américain pour lequel l'équipement a été comptabilisé à titre de produit fini augmentant ainsi le niveau des stocks au cours de l'exercice 2013, comparativement à l'exercice 2012.

Pour l'exercice 2013, les activités d'investissement ont utilisé (425 514 \$) de liquidités nettes, attribuables en grande partie à l'acquisition d'immobilisations corporelles et d'immobilisations incorporelles, l'acquisition d'un certificat de placement garanti requis pour sécuriser le nouveau bail de notre usine et de nos bureaux de Minneapolis, au paiement de contreparties éventuelles se rapportant à des acquisitions passées et dans une moindre mesure à l'investissement additionnel dans notre coentreprise indienne, avant sa terminaison en mars 2013.

Les activités de financement ont utilisé des liquidités nettes de (1 026 951 \$) au cours de l'exercice 2013, contre 795 701 \$ de liquidités générées durant l'exercice précédent. Les liquidités utilisées par les activités de financement ont été principalement affectées au remboursement de la dette à long terme au cours des neufs premiers mois de l'exercice 2013 et de la charge d'intérêt correspondante. Par ailleurs, la Société a utilisé ses emprunts bancaires qui ont entraîné une augmentation nette d'un montant de 507 449 \$.

Quatrième trimestre (non vérifié)

	Quatrièmes trimestres terminés les 30 juin	
	2013	2012
	\$	\$
Revenus	6 768 455	11 561 332
Coût des marchandises vendues	4 956 027	9 324 038
Bénéfice brut	1 812 428	2 237 294
Marge bénéficiaire brute	26,8%	19,4 %
Résultat (Perte) net(te)	(532 392)	880 620
Résultat (Perte) de base et dilué(e) par action	(0,008)	0,014
BAIIA ajusté	(234 355)	(467 088)

Les revenus du quatrième trimestre ont diminué de 41,5% pour s'établir à 6,8 M \$, contre 11,5 M \$ pour la même période de l'exercice précédent. La diminution s'explique par le fait qu'un important projet a été livré à la fin de l'exercice financier 2012, générant ainsi des revenus record pour le trimestre de l'exercice précédent, comparativement au trimestre courant. Le quatrième trimestre 2013 a été négativement affecté par la résiliation d'un contrat pour un projet avec un client américain. Les revenus liés à ce projet annulé, atteignant 700 000 \$, ont été comptabilisés au cours des trois premiers trimestres de l'exercice financier 2013, lesquels ont été renversés au cours du trimestre. En outre, aucun revenu lié à ce projet n'a été comptabilisé au cours du quatrième trimestre.

Pour le trimestre terminé le 30 juin 2013, la marge bénéficiaire brute a été affectée négativement par la baisse de 5,2 M \$ du volume des projets exécutés, mais cet impact a été minimisé par l'augmentation de 500 000 \$ des revenus provenant de produits chimiques de spécialité et autres consommables pour lesquels la marge bénéficiaire brute est supérieure à celles des revenus provenant des projets de systèmes de traitement d'eau.

Les charges d'exploitation, frais de vente et frais administratifs du quatrième trimestre ont été sensiblement aussi stables et similaires à ceux des trois premiers trimestres de l'exercice financier 2013. Ils s'élèvent à 1,9 M \$ pour le trimestre, contre 2,7 M \$ au quatrième trimestre de l'exercice financier 2012. Le quatrième trimestre de l'exercice précédent a été affecté par des éléments qui n'ont pas eu lieu cette année, tels que des indemnités de cessation d'emploi relatives à l'élimination de postes de la haute direction parallèlement à la réorganisation, par une provision pour créances douteuses dans les opérations de produits consommables pour un distributeur de produits acéricoles et par des frais professionnels additionnels relatifs au test de dépréciation.

La perte nette du quatrième trimestre de l'exercice 2013 s'explique par le manque de volume au niveau des revenus de la Société, notamment en raison de la résiliation d'un projet aux États-Unis pour lesquels l'équipement déjà fabriqué a été comptabilisé à titre de produit fini dans l'état de la situation financière.

SOMMAIRE DE L'INFORMATION FINANCIÈRE TRIMESTRIELLE (non vérifiée)

(en dollars, à l'exception des données par action)

	Périodes de trois mois terminées le				Exercice terminé le
	30 juin 2013	31 mars 2013	31 décembre 2012	30 septembre 2012	30 juin 2013
	\$	\$	\$	\$	\$
Revenus	6 768 455	9 966 644	9 418 908	9 982 894	36 136 901
BAIIA ajusté	(234 355)	530 026	561 888	726 693	1 584 252
Bénéfice (Perte) net(te)	(532 392)	86 834	488 854	269 696	312 992
BPA de base et dilué	(0,008)	0,001	0,008	0,004	0,005
Trésorerie générée par les activités opérationnelles	(107 468)	(1 073 407)	1 024 161	1 210 214	1 053 500

	Périodes de trois mois terminées le				Exercice terminé le
	30 juin 2012	31 mars 2012	31 décembre 2011	30 septembre 2011	30 juin 2012
	\$	\$	\$	\$	\$
Revenus	11 561 332	10 222 312	7 056 495	7 069 768	35 909 907
BAIIA ajusté	(467 088)	563 603	(407 961)	323 618	12 172
Bénéfice (Perte) net(te)	880 620	(7 651 400)	(1 214 510)	(88 216)	(8 054 860)
BPA de base et dilué	0,014	(0,127)	(0,020)	(0.001)	(0,134)
Trésorerie générée par les activités opérationnelles	1 560 416	(419 247)	(1 408 003)	1 082 533	815 699

Au cours des trois premiers trimestres de l'exercice 2013, les revenus furent relativement stables oscillant entre 9,4 M \$ et 9,9 M \$. La diminution des revenus à 6,8 M \$ au cours du quatrième trimestre s'explique principalement par deux facteurs :

- 1) La terminaison d'un contrat aux États-Unis;
- 2) Le déménagement de notre usine à Minneapolis au cours duquel notre équipe d'assemblage a dû suspendre ses activités pendant trois semaines.

GESTION DU CAPITAL

L'objectif de la Société en matière de gestion du capital est de maintenir un niveau de liquidité suffisant pour pouvoir soutenir sa croissance tout en adoptant une approche prudente à l'égard du levier et des risques financiers.

Le capital de la Société est composé de la dette nette et des capitaux propres. La dette nette comprend les dettes et les emprunts portant intérêt moins la trésorerie. La Société utilise principalement son capital pour financer l'augmentation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement et les dépenses d'investissement afin d'accroître ses capacités et l'intégration de ses activités.

La Société utilise différents ratios tels que ceux requis dans le cadre de sa facilité de crédit pour surveiller sa performance.

Les conventions relatives aux facilités de crédit et à la dette à long terme exigent que la Société respecte certains ratios financiers à des moments précis. Les ratios financiers sont, au 30 juin 2013:

- Ratio du fonds de roulement, défini comme étant le ratio des actifs courants divisés par les passifs courants, supérieur ou égal à 1,30:1,00;
- Ratio de dette sur capitaux propres, défini comme le total de la dette excluant le passif d'impôt différé divisé par les capitaux propres, inférieur ou égal à 2,50:1,00; et
- Ratio de couverture des charges fixes, incluant tous les paiements de capital et d'intérêts sur les emprunts exigibles et les dépenses d'investissement, tel que défini, supérieur ou égal à 1,00:1,00.

Au 30 juin 2013, la Société n'était pas en conformité avec le ratio de couverture des charges fixes ce qui a entraîné le reclassement de la portion long terme de la dette à long terme, à court terme. Ce reclassement a fait en sorte que le ratio de fond de roulement n'est pas respecté à cette date. La Société a demandé et obtenu les dispenses auprès des prêteurs après la fin d'exercice.

ESTIMATIONS COMPTABLES ET PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

L'établissement d'états financiers consolidés conformément aux IFRS exige fréquemment que la direction fasse des estimations et pose des hypothèses ou des jugements subjectifs à propos d'événements futurs et d'autres questions ayant une incidence sur les montants portés aux états financiers, notamment l'actif, le passif, les revenus, les charges et les informations connexes. Ces hypothèses, estimations et jugements sont fondés sur l'expérience, les attentes, les tendances actuelles et d'autres facteurs que la direction juge pertinents lors de la préparation des états financiers consolidés. La direction revoit régulièrement les conventions comptables, les

hypothèses, les estimations et les jugements afin de s'assurer que les états financiers consolidés donnent une image fidèle de la situation financière de la Société et qu'ils sont établis conformément aux IFRS.

Les estimations comptables et jugements critiques sont ceux qui présentent un risque important d'entraîner un ajustement significatif et qui se rapportent souvent à des questions ou à des résultats par nature incertains et susceptibles d'être modifiés.

Par conséquent, la direction souligne le fait que les événements futurs diffèrent souvent des prévisions et des attentes et que les estimations nécessitent régulièrement des ajustements.

Selon la direction, voici les secteurs où les principales conventions comptables ont une incidence sur les estimations comptables et les jugements critiques utilisés dans l'établissement des états financiers consolidés de la Société.

Constatation des revenus provenant de contrats de fabrication

Le degré d'avancement de tout contrat de fabrication est évalué par la direction sur la base des informations disponibles à la date de présentation de l'information financière. Dans le cadre de ce processus, la direction se fonde en grande partie sur son jugement relativement au pourcentage d'avancement, aux travaux exécutés et aux coûts estimés devant être engagés pour compléter le travail.

Dépréciation du goodwill et d'autres actifs à long terme

À chaque date de présentation de l'information financière, la Société évalue s'il existe une indication que le goodwill et les autres actifs à long terme ont subi une perte de valeur. Si une telle indication existe, la valeur recouvrable de l'actif est déterminée. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de vente et la valeur d'utilité. Pour déterminer la valeur d'utilité, des estimations de flux de trésorerie futurs sont déduits. L'utilisation des différentes hypothèses pourrait résulter dans différentes justes valeurs, et donc différentes valeurs comptables pour le goodwill et les autres actifs à long terme. Si le taux d'actualisation avait varié de 1 % à la hausse ou à la baisse par rapport à l'hypothèse choisie par la Société, en supposant que toutes les autres variables demeurent constantes, la dépréciation aurait été inférieure ou supérieure d'approximativement 1 100 000 \$. Si le taux de croissance avait varié de 1 % à la hausse ou à la baisse par rapport à l'hypothèse choisie par la Société, en supposant que toutes les autres variables demeurent constantes, la dépréciation aurait été inférieure ou supérieure d'approximativement 500 000 \$.

Impôts sur les bénéfices et provisions pour moins-value

Lors de l'estimation des impôts sur les bénéfices, la Société doit déterminer si les actifs d'impôts différés peuvent être recouverts en évaluant la capacité des entités de la Société à utiliser les déductions fiscales futures pour réduire le revenu imposable des périodes subséquentes avant que ces déductions n'expirent. Ainsi, la direction détermine s'il est probable qu'une partie ou la totalité des actifs d'impôts différés ne sera pas matérialisée. La matérialisation finale des actifs d'impôts différés dépend du revenu imposable futur qui sera généré. Si des modifications étaient apportées à l'évaluation de la direction concernant la capacité d'une des entités de la Société à utiliser les déductions fiscales futures, les actifs d'impôts différés à comptabiliser pourraient augmenter ou diminuer, ce qui aurait une incidence sur les provisions ou les recouvrements d'impôt futurs.

Stocks à rotation lente et stocks désuets

La valeur des stocks à rotation lente et des stocks désuets est basée sur l'évaluation par la Société de l'historique d'utilisation, de la demande future estimée et, dans certains cas, des risques spécifiques de perte des stocks spécifiquement identifiés. La réduction de la valeur comptable peut être renversée si les circonstances qui en étaient à l'origine n'existent plus.

Contreparties éventuelles

La direction a estimé la juste valeur comptabilisée pour les contreparties éventuelles en se basant sur les résultats, le budget et les prévisions des entités acquises.

Rémunération fondée sur des actions et autres paiements fondés sur des actions

La Société a recours à la méthode fondée sur la juste valeur pour comptabiliser les options sur actions attribuées. La juste valeur des options sur actions est établie au moyen du modèle d'évaluation des options Black-Scholes,

lequel requiert la formulation de certaines hypothèses, notamment à l'égard de la volatilité future du cours de l'action et de la durée de vie attendue des instruments. La durée de vie attendue des instruments est estimée en fonction de leur durée de vie contractuelle. La volatilité attendue est estimée d'après la volatilité historique du cours de l'action de la société sur une période équivalente à la durée de vie contractuelle.

Bons de souscription

La Société utilise la méthode de la juste valeur pour calculer la valeur des bons de souscription à la date d'attribution. La juste valeur est déterminée selon le modèle d'établissement du prix des options de Black-Scholes tel que décrit plus haut.

NORMES ET MODIFICATIONS COMPTABLES PUBLIÉES MAIS QUI N'ONT PAS ENCORE ÉTÉ ADOPTÉES

À compter du 1^{er} juillet 2012, la Société a adopté les normes révisées suivantes ainsi que toute modification corrélative. Ces modifications ont été apportées en accord avec les dispositions transitoires applicables.

IAS 1, Présentation des états financiers : présentation des autres éléments du résultat global

IAS 1, *Présentation des états financiers* a été modifiée afin d'exiger des entités qu'elles séparent en deux groupes les éléments présentés dans les autres éléments du résultat global, selon qu'ils sont susceptibles ou non d'être reclassés ultérieurement. La Société a adopté les amendements apportés à IAS 1 à compter du 1^{er} juillet 2012, ce qui n'a eu aucun impact significatif sur les états financiers de la Société.

Sauf indication contraire, les normes révisées et modifications ci-après s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013 et leur application anticipée est permise. La Société n'a pas encore évalué l'incidence de ces normes et modifications ou déterminé si elle les appliquerait de façon anticipée.

- (i) IFRS 9, *Instruments financiers*, a été publiée en novembre 2009 et porte sur le classement et l'évaluation des actifs financiers. Cette norme remplace les modèles d'évaluation à catégories multiples énoncés dans IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*, en ce qui concerne les instruments d'emprunt par un nouveau modèle d'évaluation mixte ne comportant que deux catégories, soit le coût amorti et la juste valeur par le biais du résultat net. IFRS 9 remplace également les modèles d'évaluation des instruments de capitaux propres. Ces instruments sont comptabilisés soit à la juste valeur par le biais du résultat net, soit à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Lorsque les instruments de capitaux propres sont évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, les dividendes sont comptabilisés en résultat net dans la mesure où il est clair qu'ils ne représentent pas un rendement de l'investissement; les autres profits et pertes (y compris toute dépréciation) associés à ces instruments sont conservés indéfiniment dans le cumul des autres éléments du résultat global.

En octobre 2010, des exigences ont été ajoutées à IFRS 9 en ce qui concerne les passifs financiers, exigences qui reprennent essentiellement les dispositions existantes d'IAS 39, si ce n'est du fait que les variations de la juste valeur attribuables au risque de crédit des passifs désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net sont généralement comptabilisées en autres éléments du résultat global.

Les modifications ci-dessus s'appliquent aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2015 et l'application anticipée est autorisée.

- (ii) Selon IFRS 10, *États financiers consolidés*, une entité doit consolider une entité émettrice si elle détient le pouvoir sur l'entité émettrice, est exposée ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité émettrice et a la capacité d'exercer son pouvoir sur l'entité émettrice de manière à influencer sur le montant des rendements qu'elle obtient. Selon les IFRS existantes, la consolidation est requise lorsqu'une entité a le pouvoir de diriger les méthodes financières et opérationnelles d'une entité afin de tirer des avantages de ses activités. IFRS 10 remplace SIC-12, *Consolidation – entités ad hoc*, et certaines parties d'IAS 27, *États financiers consolidés et individuels*.
- (iii) Selon IFRS 11, *Partenariats*, un coparticipant ou un coentrepreneur doit classer ses intérêts dans un partenariat à titre de coentreprise ou d'entreprise commune. Les coentreprises seront comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, tandis que, pour les entreprises communes, le coparticipant devra

comptabiliser la quote-part qui lui revient des actifs, des passifs, des produits et des charges de l'entreprise commune. Actuellement, selon les IFRS, les entités peuvent opter pour la consolidation proportionnelle ou la mise en équivalence pour comptabiliser leurs intérêts dans des coentreprises. IFRS 11 vient remplacer IAS 31, *Participations dans des coentreprises*, et SIC-13, *Entités contrôlées conjointement — apports non monétaires par des coentrepreneurs*

- (iv) IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*, fait état des informations à fournir en ce qui concerne les intérêts détenus dans d'autres entités, comme les filiales, les partenariats, les entreprises associées et les entités structurées non consolidées. La norme reprend les obligations d'information existantes et ajoute des obligations d'information importantes en ce qui a trait à la nature des intérêts détenus par une entité dans d'autres entités et les risques qui y sont associés.
- (v) IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*, est une norme exhaustive portant sur l'évaluation de la juste valeur et les informations à fournir pour toutes les IFRS. La nouvelle norme précise que la juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif dans le cadre d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. Selon les IFRS actuelles, les indications relatives aux évaluations de la juste valeur et aux informations à fournir à leur sujet sont disséminées dans les diverses normes qui exigent expressément des évaluations de la juste valeur et, à bien des égards, elles ne sont pas le reflet d'une base d'évaluation claire ou d'obligations d'information uniformes.
- (vi) Des modifications ont été apportées à des normes existantes, notamment IAS 27, *États financiers consolidés et individuels* (« IAS 27 »), et IAS 28, *Participations dans des entreprises associées et des coentreprises* (« IAS 28 »). IAS 27 traite de la comptabilisation des filiales, des entités contrôlées conjointement et des entreprises associées dans les états financiers non consolidés. IAS 28 a été modifiée de manière à inclure les coentreprises dans son champ d'application et à tenir compte des modifications apportées aux IFRS 10 à 13.

ENTENTES HORS BILAN

Au 30 juin 2013, la Société avait des ententes hors bilan qui consistaient en des lettres de crédit. Au 30 juin 2012, ces lettres de crédit s'élevaient à 1,4 M \$; ces lettres de crédit expirent à différentes dates jusqu'en 2014. De ces lettres de crédit, un montant de 1,2 M \$ est garanti par des certificats de dépôt. Du solde restant, un montant de 0,2 M \$ a été garanti par Exportation et Développement Canada.

GESTION DES RISQUES ET RISQUES FINANCIERS

Du fait de ses activités, la Société est exposée à une variété de risques financiers : risque de marché (y compris le risque de change, et le risque de taux d'intérêt lié aux flux de trésorerie et à la juste valeur), risque de crédit et risque de liquidité. Le programme global de gestion des risques financiers de la Société vise à atténuer les risques imprévisibles du marché des capitaux et leurs effets potentiellement négatifs sur le rendement financier de la Société.

La gestion des risques financiers est généralement assurée par l'équipe de direction de la Société, conformément aux politiques approuvées par le conseil d'administration. La responsabilité de cette équipe consiste à définir et à évaluer les risques financiers.

Vue d'ensemble

Le tableau qui suit fait état des instruments financiers de la Société et de la nature des risques auxquels ils pourraient être exposés :

Instruments financiers	Risques			
	Risques de marché		Risque de crédit	Risque de liquidité
	Risque de change	Risque de taux d'intérêt		
Trésorerie et équivalents	x	x	x	
Certificats de placement garantis	x	x	x	
Débiteurs	x		x	
Découvert bancaire	x	x		x
Emprunts bancaires	x	x		x
Créditeurs et charges à payer	x			x
Contrepartie éventuelle	x	x		x
Dettes à long terme	x	x		x

Risque de change

Le risque de change de la Société provient d'opérations d'achat et de vente effectuées en dollars US. Au cours de l'exercice 2012, la Société était également exposée au risque de change en raison de l'actif net de ses filiales étrangères. Afin de limiter l'effet des fluctuations du dollar canadien sur le dollar US, la Société fait coïncider, de façon générale et dans la mesure du possible, les encaissements dans une devise étrangère et les décaissements dans la même devise. Aucun instrument financier dérivé n'est conclu pour couvrir la variabilité des flux de trésorerie en devises étrangères.

Au 30 juin 2013, si le dollar canadien avait varié de 5 % à la hausse ou à la baisse en comparaison avec le dollar US, en supposant que toutes les autres variables demeurent constantes, le bénéfice net de l'exercice terminé le 30 juin 2013 aurait été inférieur ou supérieur d'approximativement 72 722 \$ (91 393 \$ au 30 juin 2012).

Les actifs et les passifs financiers libellés en dollars US dans l'entité canadienne sont présentés dans le tableau suivant

	30 juin 2013	30 juin 2012
	\$	\$
ACTIFS FINANCIERS		
Trésorerie	736	713
Certificats de placement garanti	16 286	15 469
Débiteurs	900 962	889 441
	917 984	905 623
PASSIFS FINANCIERS		
Découvert bancaire	(42 150)	(137 931)
Emprunts bancaires	(1 895 843)	(1 628 394)
Créditeurs	(289 428)	(644 759)
Dettes à long terme	(145 002)	(322 390)
	(2 372 423)	(2 733 474)

Risque de taux d'intérêt lié aux flux de trésorerie et à la juste valeur

Dans le cours normal de ses affaires, la Société est exposée à un risque de fluctuations de taux d'intérêt en raison des prêts et créances qu'elle consent, des emprunts qu'elle contracte à des taux variables ainsi que des contreparties éventuelles. La Société gère son exposition aux variations de taux d'intérêt par une répartition de sa dette financière entre des instruments comportant des taux fixes et des taux variables.

Les certificats de placement garantis et les emprunts non garantis portent intérêt à taux fixes et n'exposent donc pas la Société au risque de variation de la juste valeur découlant des fluctuations des taux d'intérêt.

Les emprunts bancaires portent intérêt à taux variables et exposent donc la Société à un risque de flux de trésorerie découlant des variations des taux d'intérêt.

Aux 31 mars 2013 et 2012, si les taux d'intérêt avaient varié de 25 points de base à la hausse ou à la baisse, en supposant que toutes les autres variables demeurent constantes, il n'y aurait eu aucun effet significatif sur le bénéfice net et le résultat global. Ces variations ont été retenues, car elles sont considérées raisonnablement possibles selon les observations et la conjoncture.

Risque de crédit

Le risque de crédit fait référence au risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une ou l'autre de ses obligations et amène de ce fait la Société à subir une perte financière, les principaux risques étant liés aux débiteurs. Pour gérer le risque de crédit sur les débiteurs, la Société révisé les limites de crédit, contrôle le vieillissement des débiteurs et établit une provision pour créances douteuses sur la base des informations clients spécifiques et des tendances historiques générales. Les comptes clients sont composés d'un grand nombre de clients, répartis dans diverses industries et diverses zones géographiques. La situation financière des débiteurs est soumise à une évaluation continue de crédit. Au 30 juin 2013, la provision pour créances douteuses était de 406 890 \$ (258 230 \$ au 30 juin 2012).

La valeur comptable au bilan des actifs financiers de la Société exposés au risque de crédit représente le montant maximum du risque de crédit auquel la Société est exposée.

Le tableau qui suit présente une synthèse de l'exposition de la Société au risque de crédit :

	30 juin 2013	30 juin 2012
	\$	\$
Trésorerie et équivalents	303 936	576 542
Certificats de placement garanti	1 253 786	1 147 703
Débiteurs, nets de crédits d'impôt à recevoir	6 404 140	9 142 340

La Société est également exposée au risque de crédit en raison de son encaisse, de son certificat de dépôt et de ses certificats de placement. La Société détient 1 557 722 \$ (1 724 245 \$ en 2012) en encaisse et placements au sein d'une institution bancaire que la Société considère à faible risque de perte.

Le tableau qui suit présente un sommaire du classement par échéance des comptes clients aux :

	30 juin 2013	30 juin 2012
	\$	\$
Courant	3 748 719	4 954 768
En souffrance depuis 1 à 30 jours	483 113	1 614 838
En souffrance depuis 31 à 90 jours	165 551	358 455
En souffrance depuis plus de 90 jours	1 236 838	1 200 232
	5 634 221	8 128 293
Moins: provisions pour créances douteuses	(406 890)	(258 230)
Comptes clients	5 227 331	7 870 063
Provisions pour factures arriérées	(3 155)	-
Retenues de clients dans le cadre de contrats de fabrication	953 731	983 900
Crédits d'impôt à recevoir	84 416	180 040
Autres créances	206 233	288 377
	6 468 556	9 322 380

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est défini comme étant le risque que la Société ne puisse satisfaire à ses obligations à temps ou à un prix raisonnable. La Société gère son risque de liquidité en tenant compte des besoins opérationnels et en recourant à de multiples sources de financement pour maintenir sa flexibilité. La Société établit des prévisions

budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour rencontrer ses obligations.

Pour ses activités d'investissement, la Société évaluera en temps et lieux les besoins de liquidité et prendra les actions nécessaires.

Le tableau suivant indique les montants exigibles aux dates d'échéance contractuelle des passifs financiers, ce qui inclut les intérêts courus :

Au 30 juin 2013	Valeur comptable	Moins de 1 an	1 - 2 ans	2 - 3 ans	4 ans et plus
	\$	\$	\$	\$	\$
Découvert bancaire	256 701	256 701	-	-	-
Emprunts bancaires	3 375 843	3 375 843	-	-	-
Créditeurs et charges à payer	4 080 339	4 080 339	-	-	-
Dette à long terme	3 392 707	1 294 641	1 346 519	557 716	193 831
Total	11 105 590	9 007 524	1 346 519	557 716	193 831

Au 30 juin 2012	Valeur comptable	Moins de 1 an	1 - 2 ans	2 - 3 ans	4 ans et plus
	\$	\$	\$	\$	\$
Découvert bancaire	155 210	155 210	-	-	-
Emprunts bancaires	2 868 394	2 868 394	-	-	-
Créditeurs	5 742 007	5 742 007	-	-	-
Contrepartie éventuelle	946 528	24 546	108 111	135 881	677 990
Dette à long terme	4 728 920	1 567 070	1 324 653	1 212 153	625 044
Total	14 441 059	10 357 227	1 432 764	1 348 034	1 303 034

Juste valeur

La hiérarchie des évaluations à la juste valeur comprend les trois niveaux suivants :

Niveau 1 – Les prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques.

Niveau 2 – Les données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des dérivés de prix); et

Niveau 3 – Les données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables).

Le niveau dans la hiérarchie de la juste valeur dans lequel l'évaluation de la juste valeur est classée dans son entièreté est déterminé en fonction de la donnée du niveau le plus bas qui a une importance pour l'évaluation de la juste valeur dans son entièreté.

La valeur comptable et la juste valeur estimée des instruments financiers sont telles que suit :

Instruments financiers dont la juste valeur se rapproche de la valeur comptable

La trésorerie et les équivalents, les certificats de placement garantis, les débiteurs, le découvert bancaire, les emprunts bancaires et les comptes créditeurs et charges à payer sont des instruments financiers dont la juste valeur se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme.

Dette à long terme

La juste valeur de la dette à long terme est déterminée en actualisant les flux de trésorerie futurs au taux d'intérêt dont la Société pourrait actuellement se prévaloir pour des emprunts comportant des conditions et des échéances similaires. La juste valeur de la dette à long terme s'établit à 2 873 257 \$ (3 682 622 \$ au 30 juin 2012).

Contrepartie éventuelle

La direction a déterminé la juste valeur comptabilisée pour les contreparties éventuelles sur la base des résultats, budgets et prévisions de Wastewater Technology Inc. Au 30 juin 2013, la juste valeur des contreparties éventuelles est nulle (460 555 \$ au 30 juin 2012).

FACTEURS DE RISQUES ET INCERTITUDES

Les facteurs de risque suivants auxquels est exposée la Société ne sont pas exhaustifs; la Société exploite son entreprise dans un secteur en constante évolution, ce qui peut donner lieu à de nouveaux facteurs de risque. La Société ne peut ni prévoir ces facteurs de risque ni en évaluer les répercussions, le cas échéant, sur ses activités, de même qu'elle ne peut évaluer dans quelle mesure un facteur ou une combinaison de facteurs pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement de ceux prévus dans les énoncés prospectifs. Par conséquent, les actionnaires de la Société ne devraient pas considérer indûment les énoncés prospectifs comme un gage de résultats réels.

Environnement concurrentiel

La concurrence au sein des marchés ciblés par la Société est fondée sur un certain nombre de facteurs, notamment le prix, la technologie, la connaissance des applications, la disponibilité du financement, la réputation, la garantie des produits, la fiabilité, le réseau de distribution et le service après-vente. Certains concurrents de la Société présentent l'avantage de pouvoir compter sur de plus grandes ressources que celles de la Société, notamment sur le plan financier. Précédemment, la Société a constaté que la difficile situation financière mondiale actuelle avait contribué à réduire le nombre de projets de traitement des eaux, ainsi qu'à augmenter la concurrence et le nombre de sociétés répondant aux appels d'offres pour chaque projet. Si cet environnement concurrentiel persiste, il se peut que les marges de profit des projets soient réduites, ce qui pourrait affecter de manière négative la situation commerciale et financière de la Société, ainsi que le résultat d'exploitation.

Risques d'exploitation

La conception et la fabrication de systèmes de traitement des eaux impliquent un niveau élevé de risques d'exploitation. L'erreur humaine dans la conception et la fabrication peut causer des dommages matériels ou des retards de livraison. L'occurrence de l'un de ces événements pourrait impliquer une perte de revenus, une augmentation des coûts et des obligations envers des tierces parties. La Société utilise des logiciels qui permettent de minimiser l'erreur humaine et d'améliorer la conception, les dessins, l'estimation et la fabrication de ses produits. La Société contrôle également la qualité de production dans ses usines et dispose d'une couverture d'assurance.

Contrats à forfait

La Société conclut généralement des contrats de fabrication à forfait en fonction de l'évaluation des risques techniques et du total des coûts de production. Des évaluations sensiblement imprécises peuvent entraîner des pertes liées au respect des engagements contractuels de la Société.

Capacité à assurer les garanties de bonne exécution

Au sein de l'industrie où la Société est active, il est important que la Société soit capable de fournir les garanties de bonne exécution requises telles que cautionnements ou assurances afin de sécuriser certains contrats. La capacité de la Société à assurer ces garanties de bonne exécution dépend notamment de sa situation financière et des garanties collatérales que la Société peut fournir à une compagnie de cautionnement. La situation financière de la Société et sa capacité à fournir des garanties collatérales peuvent être affectées par de nombreux facteurs et rien ne garantit que la Société soit toujours capable de fournir les garanties de bonne exécution requises pour un quelconque projet. Si les garanties de bonne exécution requises ne peuvent être fournies et si la Société se retrouve dans l'impossibilité de conclure un contrat avec un client, il se peut que la Société ne puisse exécuter un projet pour lequel elle avait toutes les compétences techniques et un prix compétitif.

Direction et employés

La Société dépend des compétences et de l'expérience de ses membres de la haute direction et autres employés clés, et notamment de sa capacité à attirer et maintenir en poste un personnel hautement compétent dans un environnement concurrentiel.

La Société pourrait ne pas être en mesure de recruter, maintenir en poste et motiver des employés hautement compétents afin d'assurer la bonne conduite des activités essentielles à son succès, notamment les ventes. L'impossibilité de recruter et de maintenir en poste des employés hautement compétents pourrait avoir une incidence néfaste sur les activités, la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société.

Investissement de capitaux

Les activités commerciales de la Société dépendent en partie de l'acquisition d'immobilisations de la part de ses clients. Dans nombre de cas, de telles dépenses en immobilisations sont substantielles par rapport au budget d'exploitation du client. Les technologies de la Société représentent fréquemment une nouvelle solution aux problèmes de traitement des eaux du client, ce qui accroît les besoins de formation du client. Par conséquent, une importante proportion des affaires de la Société repose sur des commandes importantes par rapport au revenu total et sujettes à des périodes de vente pouvant dépasser un an, ainsi qu'à des reports ou annulations.

Situation financière mondiale actuelle

La Société offre des produits et services conçus essentiellement pour le marché de la construction non-résidentielle. La construction non-résidentielle inclut les secteurs suivants : municipal, industriel, commercial et institutionnel. L'activité au sein du marché de la construction non-résidentielle est étroitement liée aux changements économiques. La croissance et les cycles économiques ont un impact direct sur le volume de construction réalisé sur une base annuelle. La reprise économique, qui fait suite à l'une des pires crises économique et financière, reste fragile. La Société estime que l'industrie de l'eau présente sur le long terme une courbe de croissance soutenue. Au cours de l'exercice terminé le 30 juin 2013, les investissements dans l'équipement du traitement des eaux ont considérablement augmenté; mais, à court terme, cette croissance est susceptible d'être irrégulière en raison de l'instabilité actuelle des marchés internationaux.

Par ailleurs, la situation financière mondiale actuelle est changeante et caractérisée par une volatilité accrue. Les difficultés rencontrées par les institutions financières ont contribué à réduire la liquidité de l'ensemble des institutions financières et ont réduit l'offre de crédit à leur disposition et à celle des émetteurs qui empruntent auprès de ces dernières. Ces facteurs peuvent nuire à la capacité de la Société d'obtenir des financements à base de titres ou du financement par emprunt selon des modalités qui lui soient favorables. Ainsi, la volatilité et la turbulence accrues et continues des marchés peuvent avoir un impact sur les activités de la Société et nuire au prix des actions ordinaires de cette dernière.

Mise en œuvre d'un plan stratégique

La stratégie commerciale de la Société vise à optimiser son offre hybride d'équipement et de consommables, en se concentrant sur le développement de secteurs clés et en concluant des acquisitions ou des alliances avec des acteurs de régions géographiques stratégiques, offrant des gammes de produits ou des modèles d'affaires fortement complémentaires. Le plan stratégique de la Société devrait être considéré en tenant compte des risques, des dépenses et des difficultés auxquels sont couramment confrontées les entreprises en développement. Bien que la réussite de la stratégie de croissance de la Société puisse nécessiter l'apport de capitaux plus importants que prévu, rien ne garantit que la Société atteindra le niveau de croissance souhaité.

Responsabilité à l'égard des produits et autres litiges potentiels

La Société pourrait faire l'objet de diverses réclamations en matière de responsabilité ou d'autres poursuites liées à ses activités commerciales, notamment des responsabilités et dépenses potentielles du fait de vices ou de défaillances possibles de ses produits. La Société souscrit une assurance responsabilité à l'égard de ses produits et d'autres types d'assurances que la direction de la Société juge conformes à la pratique générale du marché dans son industrie, mais la Société n'est pas certaine qu'elle pourra toujours être adéquatement assurée relativement à toutes ces responsabilités potentielles.

Financement additionnel et dilution

La Société n'exclut pas de trouver des fonds supplémentaires en recourant à un financement par capitaux propres. De plus, 1 000 000 bons de souscription et 1 862 500 options d'achat d'actions sont actuellement émis et en circulation.

L'exercice des bons de souscription et des options d'achat d'actions de même que le recours à tout nouveau financement par capitaux propres représentent des éléments dilutifs pour les actionnaires actuels et à venir.

Liquidité du marché

Les activités d'achat et de vente des actions ordinaires de la Société sont instables, ce qui pourrait entraîner, pour une même période, un manque de liquidité pour ces actions. Le prix du marché des actions ordinaires de la Société pourrait par conséquent être sujet à d'importantes fluctuations. Des facteurs tels que l'annonce d'importants contrats, des innovations technologiques, de nouveaux produits commerciaux, des brevets, des changements réglementaires, les bilans financiers trimestriels et les ventes d'actions ordinaires par la Société ou des actionnaires, parmi de nombreux autres facteurs, ont pu avoir des répercussions considérables sur le prix des actions ordinaires de la Société. En outre, les prix et la valeur des marchés financiers peuvent connaître des

fluctuations considérables, ce qui nuit aux prix du marché des titres de participation d'entreprises qui sont parfois indépendantes du rendement de l'exploitation d'autres entreprises. À grande échelle, les fluctuations du marché, de même que le contexte économique général, peuvent nuire au prix du marché des actions ordinaires de la Société.

Pénurie de matières premières

Certains des produits manufacturés par la Société nécessitent des matières premières spécifiques. Si ces matières premières ne sont pas disponibles ou ne sont pas disponibles sous des conditions satisfaisantes et que la Société ne peut manufacturer et fournir à ses clients le produit demandé, le niveau de ventes et les relations que la Société entretient avec ses clients peuvent être affectés de manière négative.

Mise au point de nouveaux produits

De temps à autre, la Société met au point de nouveaux produits spécialisés qui comportent des risques inhérents, à savoir : le risque technique que le rendement du produit ne soit pas aussi élevé qu'on l'aurait souhaité, ou que les problèmes de fiabilité du produit soient inacceptables et que celui-ci ne soit pas de qualité marchande; ou le risque lié aux fournisseurs que le fonctionnement des composants obtenus auprès d'un fournisseur tiers ne soit pas acceptable, ce qui aurait des effets défavorables sur la possibilité de commercialisation des nouveaux produits et la responsabilité de la Société à l'égard de ces derniers.

Risque d'acquisition et d'expansion

Dans certaines circonstances, la Société peut connaître un développement de ses activités par suite de l'acquisition d'entreprises, de produits ou de technologies. Rien ne garantit que la Société puisse repérer, acquérir ou gérer de façon rentable des entreprises ni qu'elle puisse intégrer avec succès à ses activités toute entreprise, tout produit ou toute technologie acquis sans avoir à subir les inconvénients de dépenses, de retards ou d'autres difficultés opérationnelles ou financières considérables. Il n'est jamais assuré que les entreprises, produits ou technologies éventuellement acquis permettront d'engranger les revenus prévus.

Dans le cadre des acquisitions réalisées par la Société, il peut y avoir des éléments de passif et des éventualités, que la Société n'a pu découvrir ou n'a pas pu quantifier dans le cadre de son contrôle préalable, qu'elle a effectué avant l'acquisition, et la Société pourrait ne pas être indemnisée pour une partie ou la totalité de ces éléments de passif et éventualités. L'existence de quelconques éléments de passif ou éventualités matériels pourrait avoir un effet négatif matériel sur les activités, la condition financière et les résultats d'exploitation de la Société. Par ailleurs, les acquisitions peuvent impliquer un certain nombre de risques particuliers, incluant le détournement de l'attention de la direction, le défaut de maintenir du personnel clé et certains événements ou circonstances imprévus, parmi lesquels certains pourraient avoir un effet négatif matériel sur la performance de la Société.

Tout défaut de la Société de gérer sa stratégie d'acquisition ou d'expansion avec succès pourrait avoir un effet négatif matériel sur les résultats d'exploitation et la condition financière de la Société.

Évolutions technologiques et réglementaires

L'industrie du traitement des eaux est caractérisée par une technologie évolutive, des standards imposés par la concurrence et des exigences réglementaires, lesquels influent sur la demande et poussent la Société à améliorer ses produits et services. L'évolution des exigences juridiques, réglementaires ou sectorielles peut rendre désuets certains produits et procédés de traitement des eaux offerts par la Société. L'acceptation de nouveaux produits peut également être touchée par l'adoption de nouvelles mesures législatives du gouvernement, qui imposent des standards plus rigoureux.

De plus, la Société est exposée aux risques que comporte le lancement de nouveaux produits et de nouvelles applications, notamment une non-acceptation dans les marchés, un retard de développement ou un mauvais fonctionnement des produits.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Conformément au Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (le « Règlement 52-109 »), nous avons déposé des attestations signées par le chef de la direction et la vice-présidente, finances qui, entre autres, rendent compte de la conception et de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information et de la conception et de l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière.

Contrôles et procédures de communication de l'information

Le chef de la direction et la vice-présidente, finances ont conçu ou fait concevoir sous leur supervision les contrôles et procédures de communication de l'information, pour fournir une assurance raisonnable que :

- l'information importante relative à la Société leur a été communiquée; et
- l'information à fournir dans les documents visés de la Société par les règlements d'information continue a été comptabilisée, traitée, résumée et présentée aux dates précisées par les lois sur les valeurs mobilières.

Une évaluation de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information a été effectuée sous la supervision du chef de la direction et de la vice-présidente, finances. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et la vice-présidente, finances ont conclu à l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information.

Contrôles internes à l'égard de l'information financière

Le chef de la direction et la vice-présidente, finances ont aussi conçu ou fait concevoir sous leur supervision des contrôles internes à l'égard de l'information financière, pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été dressés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux PCGR du Canada.

Une évaluation de la conception et de l'efficacité de nos contrôles internes à l'égard de l'information financière a été effectuée sous la supervision du chef de la direction et de la vice-présidente, finances. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et la vice-présidente, finances ont conclu à l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière, selon les critères établis dans le cadre de référence de contrôle interne du *Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO)*.

Modifications des contrôles internes à l'égard de l'information financière

Il n'y a eu aucune modification de nos contrôles internes à l'égard de l'information financière survenue au cours de cet exercice qui ait eu ou dont on pourrait raisonnablement penser qu'elle aura une incidence importante sur nos contrôles internes à l'égard de l'information financière.

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Les états financiers consolidés et le rapport de gestion de H₂O Innovation inc., ainsi que toute l'information contenue dans le présent rapport annuel, sont la responsabilité de la direction et ont été examinés et approuvés par le conseil d'administration.

Les états financiers consolidés ont été dressés par la direction conformément aux normes internationales d'information financière (« IFRS »). Le rapport de gestion a été préparé conformément aux exigences des Autorités canadiennes en valeurs mobilières. Les états financiers et le rapport de gestion renferment certains montants fondés sur les meilleures estimations et des jugements à l'égard de l'incidence prévue des événements et opérations actuels. La direction a établi ces montants de manière raisonnable, afin de s'assurer que les états financiers et le rapport de gestion sont présentés fidèlement, à tous les égards importants. L'information financière présentée ailleurs dans le rapport annuel concorde avec les états financiers consolidés.

Le chef de la direction et la vice-présidente, finances de H₂O Innovation ont établi des contrôles et des procédures de communication de l'information, ou ont supervisé leur établissement, pour fournir l'assurance raisonnable que l'information importante liée à la Société leur a été communiquée, et que l'information devant être présentée dans les documents de dépôt de H₂O Innovation est enregistrée, traitée, résumée et présentée dans les délais prescrits par la législation sur les valeurs mobilières.

Le chef de la direction et la vice-présidente, finances de H₂O Innovation ont aussi évalué l'efficacité de ces contrôles et procédures de communication de l'information en date de la fin de l'exercice 2013. Selon cette évaluation, le chef de la direction et la vice-présidente, finances ont conclu que les contrôles et procédures de communication de l'information étaient efficaces à cette date. En outre, selon cette évaluation, ils ont établi qu'il n'existait aucune faiblesse importante du contrôle interne, selon les critères établis dans le cadre de référence de contrôle interne du *Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission* (COSO), à l'égard de l'information financière pour l'exercice 2013. Conformément au Règlement 52-109, le chef de la direction et la vice-présidente, finances de H₂O Innovation ont fourni aux Autorités canadiennes en valeurs mobilières une attestation à l'égard des documents d'information annuels de H₂O Innovation inc., y compris les états financiers consolidés et le rapport de gestion.

Le conseil d'administration doit s'assurer que la direction assume ses responsabilités à l'égard de l'information financière et il est l'ultime responsable de l'examen et de l'approbation des états financiers consolidés et du rapport de gestion. Le conseil d'administration s'acquitte de cette responsabilité principalement par l'entremise de son comité de vérification.

Le comité de vérification est nommé par le conseil d'administration, et tous ses membres sont des administrateurs indépendants possédant des compétences financières. Le comité rencontre périodiquement la direction, ainsi que les vérificateurs internes et indépendants, afin d'examiner les états financiers consolidés, le rapport de l'auditeur indépendant et le rapport de gestion, de discuter de questions de vérification et de questions de présentation de l'information financière, de discuter de contrôles internes à l'égard de l'information financière, et de s'assurer que chaque partie s'acquitte correctement de ses responsabilités. En outre, le comité de vérification est chargé d'examiner la pertinence des conventions comptables ainsi que les estimations et jugements importants qui sous-tendent les états financiers consolidés dressés par la direction, et également d'examiner les honoraires versés aux vérificateurs externes et de faire des recommandations au conseil d'administration à leur égard. Le comité fait part de ses constatations au conseil d'administration pour qu'il en soit tenu compte lorsque ce dernier approuve la publication des états financiers consolidés et du rapport de gestion à l'intention des actionnaires.

Les états financiers consolidés ont été audités, au nom des actionnaires, par les vérificateurs indépendants, Deloitte, LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l., conformément aux IFRS. Les vérificateurs indépendants ont librement et pleinement accès au comité de vérification afin de discuter de leur audit et des questions connexes.

Le président et chef de la direction



Frédéric Dugré

24 septembre 2013

La vice-présidente, finances



Josée Riverin, CPA, CA



ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

30 juin 2013 et 2012

Pour plus d'informations :
Relations avec les investisseurs
investisseur@h2oinnovation.com

Symboles boursiers :
Bourse de croissance TSX : HEO
Alternext : MNEMO : ALHEO

Les rapports annuels ainsi que les communiqués de presse sont disponibles sur notre site web : www.h2oinnovation.com et sur SEDAR.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'intention des actionnaires de
H₂O Innovation Inc.

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de H₂O Innovation Inc., qui comprennent les états consolidés de la situation financière au 30 juin 2013 et au 30 juin 2012, et les états consolidés des résultats, du résultat global, des variations des capitaux propres et des flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

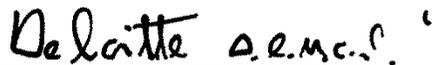
Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de H₂O Innovation Inc. au 30 juin 2013 et au 30 juin 2012, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière.

Autre point

Les états financiers consolidés de H₂O Innovation Inc. pour l'exercice terminé le 30 juin 2012 ont été audités par un autre auditeur qui a exprimé sur ces états financiers consolidés une opinion non modifiée en date du 25 septembre 2012.

¹


¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A107622

25 septembre 2013

ÉTATS CONSOLIDÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE
 (en dollars canadiens)

	30 juin 2013	30 juin 2012
	\$	\$
ACTIF		
Actif courant		
Trésorerie et équivalents	303 936	576 542
Certificats de placement garantis (note 6)	1 253 786	1 147 703
Débiteurs (note 7)	6 468 556	9 322 380
Stocks (note 8)	4 016 558	2 250 789
Excédent des coûts engagés sur la facturation (note 9)	2 203 326	2 154 311
Frais payés d'avance	225 493	132 480
	14 471 655	15 584 205
Actif non courant		
Immobilisations corporelles (note 10)	1 878 759	2 026 695
Immobilisations incorporelles (note 11)	4 942 884	5 459 185
Participation dans une coentreprise (note 12)	-	11 722
Autres actifs	37 851	43 122
Goodwill (note 13)	2 465 311	2 386 322
Actifs d'impôt différé (note 19)	3 124 064	2 958 149
	26 920 524	28 469 400
PASSIF		
Passif courant		
Découvert bancaire	256 701	155 210
Emprunts bancaires (note 14)	3 375 843	2 868 394
Créditeurs et charges à payer (note 15)	4 080 339	5 742 007
Provisions (note 16)	41 637	40 543
Excédent de la facturation sur les coûts engagés (note 9)	1 758 432	1 634 724
Impôts sur le résultat à payer (note 19)	2 306	4 378
Loyers différés (note 26)	3 151	18 188
Tranche courante de la dette à long terme (note 18)	2 808 261	2 580 862
Contreparties éventuelles (note 17)	-	21 070
	12 326 670	13 065 376
Passif non courant		
Dette à long terme (note 18)	64 996	1 101 760
Contreparties éventuelles (note 17)	-	460 555
Loyers différés (note 26)	102 070	97 482
	12 493 736	14 725 173
CAPITAUX PROPRES		
Capital social (note 20)	45 852 436	45 852 436
Réserve pour les options d'achats d'actions (note 20)	1 861 040	1 821 421
Réserve pour les bons de souscription (note 20)	141 787	370 076
Déficit	(32 285 493)	(32 826 774)
Cumul des autres éléments du résultat global	(1 142 982)	(1 472 932)
	14 426 788	13 744 227
	26 920 524	28 469 400

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Au nom du conseil,

Frédéric Dugré



Président et chef de la direction

Philippe Gervais



Président du conseil

ÉTATS CONSOLIDÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES
 (en dollars canadiens)

	Actions ordinaires (Nombre)	Capital social (note 20)	Réserves		Déficit	Cumul des autres éléments du résultat global – Écart de change	Total
			Options d'achat d'actions (note 20)	Bons de souscription (note 20)			
		\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 1^{er} juillet 2011	60 145 823	45 852 436	1 734 952	10 143 677	(33 221 162)	(2 036 410)	22 473 493
Charges de rémunération à base d'actions	-	-	86 469	-	-	-	86 469
Frais d'émission d'actions dans le cadre de financements	-	-	-	(1 165)	-	-	(1 165)
Renversement au déficit des bons de souscription échus, net d'impôt différé (note 20)	-	-	-	(9 772 436)	8 449 248	-	(1 323 188)
Perte nette pour l'exercice	-	-	-	-	(8 054 860)	-	(8 054 860)
Autres éléments du résultat global	-	-	-	-	-	563 478	563 478
Solde au 30 juin 2012	60 145 823	45 852 436	1 821 421	370 076	(32 826 774)	(1 472 932)	13 744 227
Solde au 1^{er} juillet 2012	60 145 823	45 852 436	1 821 421	370 076	(32 826 774)	(1 472 932)	13 744 227
Charges de rémunération à base d'actions	-	-	39 619	-	-	-	39 619
Renversement au déficit des bons de souscription échus, net d'impôt différé (note 20)	-	-	-	(228 289)	228 289	-	-
Bénéfice net pour l'exercice	-	-	-	-	312 992	-	312 992
Autres éléments du résultat global	-	-	-	-	-	329 950	329 950
Solde au 30 juin 2013	60 145 823	45 852 436	1 861 040	141 787	(32 285 493)	(1 142 982)	14 426 788

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS
(en dollars canadiens)

Exercices terminés les 30 juin	2013	2012
	\$	\$
Revenus (note 27)	36 136 901	35 909 907
Coût des marchandises vendues (note 21a))	26 885 364	27 634 549
Bénéfice brut	9 251 537	8 275 358
Charges d'exploitation (note 21a))	696 079	642 880
Frais de vente (note 21a))	3 509 081	3 906 263
Frais administratifs (note 21a))	3 533 042	4 206 086
Amortissement des immobilisations corporelles (note 21b))	279 866	306 272
Amortissement des immobilisations incorporelles (note 21b))	720 701	614 308
Variation de la juste valeur des contreparties éventuelles (note 17)	-	(280 142)
Dépréciation des immobilisations incorporelles (note 11)	-	378 728
Dépréciation du goodwill (note 13)	-	8 221 423
Autres pertes / (gains) – nets (note 21c))	38 562	(368 279)
	8 777 331	17 627 539
Bénéfice (Perte) d'exploitation	474 206	(9 352 181)
Produits financiers	(16 077)	(24 049)
Charges financières	758 811	932 221
Charges financières – nettes	742 734	908 172
Gain sur entente de règlement (note 17)	(404 189)	-
Perte sur disposition d'un investissement dans une coentreprise (note 12)	42 521	-
Revenus de redevances provenant d'une coentreprise	(46 375)	(20 585)
Quote-part des (profits) pertes d'une coentreprise (note 12)	(6 142)	322 250
	328 549	1 230 144
Bénéfice (Perte) avant impôts sur le résultat	145 657	(10 562 018)
Charge (Produit) d'impôt exigible (note 19)	2 306	4 374
Économie d'impôt différé (note 19)	(169 641)	(2 511 532)
	(167 335)	(2 507 158)
Bénéfice (Perte) net(te) pour l'exercice attribuable aux actionnaires	312 992	(8 054 860)
Bénéfice (Perte) net(te) par action attribuable aux actionnaires de la Société durant l'exercice		
Bénéfice (Perte) net(te) de base et diluée par action	0,005	(0,134)
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (note 22)	60 145 823	60 145 823

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT GLOBAL
(en dollars canadiens)

Exercices terminés les 30 juin	2013	2012
	\$	\$
Bénéfice (Perte) net(te) pour l'exercice	312 992	(8 054 860)
Autres éléments du résultat global – Éléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement au bénéfice net		
Écart de change	329 950	563 478
Résultat global pour l'exercice attribuable aux actionnaires	642 942	(7 491 382)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE
 (en dollars canadiens)

Exercices terminés les 30 juin	2013	2012
	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles		
Bénéfice (Perte) net(te) avant impôts pour l'exercice	145 657	(10 562 018)
Éléments hors caisse		
Charge financières – nettes	742 734	908 172
Amortissement des immobilisations corporelles	279 866	306 272
Amortissement des immobilisations incorporelles	720 701	614 308
Perte sur disposition d'immobilisations corporelles	23 485	16 710
Variation de la juste valeur des contreparties éventuelles	-	(280 142)
Gain sur entente de règlement	(404 189)	-
Dépréciation des immobilisations incorporelles	-	378 728
Loyers différés	(11 502)	75 487
Dépréciation du goodwill	-	8 221 423
Rémunération à base d'actions	39 619	86 469
Perte sur disposition d'un investissement dans une coentreprise	42 521	-
Quote-part des (profits) pertes d'une coentreprise	(6 142)	322 250
	1 572 841	87 659
Variation des éléments du fonds de roulement (note 23a))	(530 956)	716 327
Trésorerie générée par les activités opérationnelles	1 041 885	803 986
Intérêts reçus	15 986	24 049
Impôts sur le résultat payés	(4 280)	(12 336)
Trésorerie nette générée par les activités opérationnelles	1 053 591	815 699
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Disposition de certificats de placement garantis	689	551 718
Acquisition de certificats de placement garantis	(104 301)	(286 458)
Produit de la disposition d'immobilisations corporelles	13 255	-
Acquisition d'immobilisations corporelles	(159 355)	(259 046)
Investissement dans une coentreprise	(25 453)	(261 631)
Variation d'autres actifs	6 316	-
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(60 654)	(14 807)
Contreparties éventuelles payées	(96 011)	(793 394)
Trésorerie nette affectée aux activités d'investissement	(425 514)	(1 063 618)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Variation des emprunts bancaires	507 449	1 514 770
Remboursement de la dette à long terme	(910 119)	(14 086)
Intérêts payés	(624 373)	(703 818)
Frais d'émission de bons de souscription	-	(1 165)
Trésorerie nette (affectée aux) générée par les activités de financement	(1 027 042)	795 701
Variation nette de la trésorerie et des équivalents	(398 965)	547 782
Effet des variations des cours de change sur le solde de la trésorerie libellé en devises étrangères	24 868	(275 285)
Augmentation (Diminution) de la trésorerie et des équivalents	(374 097)	272 497
Trésorerie et équivalents – Début d'exercice (note 23b))	421 332	148 835
Trésorerie et équivalents – Fin d'exercice (note 23b))	47 235	421 332

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
(en dollars canadiens)

1. Constitution et nature des activités

H₂O Innovation inc. (la « Société ») est constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. La Société s'est donnée pour mission de concevoir, développer et mettre sur le marché des technologies de traitement des eaux novatrices et de produire des solutions de haute performance dans le domaine de la filtration membranaire et des procédés de traitements biologiques et physiques qui respectent l'environnement. Parallèlement, et à moindre échelle, la Société poursuit ses activités de fabrication et distribution d'équipements destinés à l'industrie acéricole. Le siège social de la Société est situé au 330, rue Saint-Vallier Est, bureau 340, Québec (Québec), Canada.

Le 24 septembre 2013, le conseil d'administration de la Société a révisé les présents états financiers consolidés et autorisé leur publication.

2. Modifications des conventions comptables

À compter du 1^{er} juillet 2012, la Société a adopté les normes révisées suivantes ainsi que toute modification corrélative. Ces modifications ont été apportées en accord avec les dispositions transitoires applicables.

IAS 1, Présentation des états financiers : présentation des autres éléments du résultat global

IAS 1, *Présentation des états financiers* a été modifiée afin d'exiger des entités qu'elles séparent en deux groupes les éléments présentés dans les autres éléments du résultat global, selon qu'ils sont susceptibles ou non d'être reclassés ultérieurement. La Société a adopté les amendements apportés à IAS 1 à compter du 1^{er} juillet 2012, ce qui n'a eu aucun impact significatif sur les états financiers de la Société.

3. Base de préparation et résumé des principales conventions comptables

Déclaration de conformité

Les présents états financiers consolidés ont été établis conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »). Les états financiers consolidés ont été établis selon le principe de la continuité d'exploitation, en vertu de la convention du coût historique.

Monnaie de présentation

La monnaie de présentation de la Société est le dollar canadien. La monnaie fonctionnelle de l'entité canadienne est le dollar canadien. La monnaie fonctionnelle des filiales étrangères situées aux États-Unis d'Amérique est le dollar US. La monnaie fonctionnelle de la coentreprise était la roupie indienne jusqu'à la résiliation de l'entente.

Périmètre de consolidation

Les présents états financiers consolidés intègrent les comptes de la Société et de ses filiales détenues à 100 %, à savoir H₂O Innovation USA, Inc., H₂O Innovation USA Holding, Inc. et Professional Water Technologies, LLP.

Participation dans une coentreprise

Une coentreprise est un accord contractuel en vertu duquel la Société et d'autres parties conviennent d'exercer d'une activité économique sous contrôle conjoint, c'est-à-dire que les décisions stratégiques financières et opérationnelles correspondant aux activités de la coentreprise exigent le consentement unanime des parties partageant le contrôle.

Les coentreprises impliquant la création d'une entité distincte dans laquelle chaque coentrepreneur détient une participation sont désignées comme des entités contrôlées conjointement. En vertu de la méthode de mise en équivalence, les participations dans des coentreprises sont constatées dans les états consolidés de la situation financière au coût et ensuite ajustées pour prendre en compte les changements postérieurs à l'acquisition de la quote-part de la Société dans l'actif net de la coentreprise, déduction faite de toute dépréciation dans la valeur des investissements individuels. Les pertes d'une coentreprise excédant la participation de la Société dans cette coentreprise (qui inclut tous les intérêts à long terme qui, en substance, font partie de la participation nette de la

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
(en dollars canadiens)

Société dans la coentreprise) ne sont comptabilisées que dans la mesure où la Société a des obligations juridiques ou implicites ou a effectué des paiements pour le compte de la coentreprise.

Les profits et pertes résultant de transactions entre la Société et une coentreprise sont éliminés à la hauteur de la participation de la Société dans la coentreprise.

Filiales

Les filiales désignent toutes les entités à l'égard desquelles la Société a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles, supposant généralement la propriété de plus de la moitié des droits de vote. L'existence et l'impact des droits de vote potentiels exerçables ou convertibles sont pris en considération pour déterminer si la Société contrôle une autre entité. Les filiales sont consolidées à compter de la date du transfert de contrôle à la Société et ne sont plus consolidées à compter de la date où ce contrôle cesse.

Les opérations intersociétés, les soldes et les gains non matérialisés sur les transactions entre sociétés d'un groupe sont éliminés. Les pertes non matérialisées sont également éliminées. Le cas échéant, les politiques comptables des filiales ont été modifiées pour s'harmoniser à celles adoptées par le groupe.

Regroupements d'entreprises

Les acquisitions d'entreprises sont comptabilisées selon la méthode de l'acquisition. La contrepartie transférée dans un regroupement d'entreprises est mesurée à sa juste valeur, qui est évaluée comme la somme des justes valeurs des actifs transférés par la Société, des passifs engagés par la Société auprès des précédents propriétaires de l'entreprise acquise et des participations émises par la Société en échange du contrôle de l'entreprise acquise à la date d'acquisition. Les charges liées à l'acquisition sont généralement portées aux résultats au moment où elles sont engagées.

À la date d'acquisition, les actifs identifiables acquis et les passifs assumés sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition, avec les exceptions suivantes :

- Les actifs ou passifs d'impôt différé et les passifs ou actifs liés au régime d'avantages sociaux sont comptabilisés et évalués conformément à *IAS 12 Impôts sur le résultat* et *IAS 19 Avantages du personnel* respectivement;
- Les actifs (ou groupes destinés à être cédés) classés en tant que détenus en vue de la vente conformément à *IFRS 5 Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées* sont évalués conformément à cette norme.

Le goodwill est comptabilisé comme étant l'excédent de la somme de la contrepartie transférée, du montant de toute participation ne donnant pas le contrôle sur l'entreprise acquise et de la juste valeur de la participation précédemment détenue par l'acquéreur dans l'entreprise acquise (le cas échéant) par rapport au solde net des montants, à la date d'acquisition, des actifs acquis et des passifs assumés identifiables. Si, suite à la réévaluation, le solde net des montants, à la date d'acquisition, des actifs acquis et des passifs assumés identifiables excède la somme de la contrepartie transférée, du montant de toute participation ne donnant pas le contrôle sur l'entreprise acquise et de la juste valeur de la participation précédemment détenue par l'acquéreur dans l'entreprise acquise (le cas échéant), l'excédent est comptabilisé immédiatement dans les résultats en tant que gain résultant d'une acquisition à des conditions avantageuses.

Les participations ne donnant pas le contrôle, qui sont des titres de propriété actuels et qui donnent droit à leur titulaire à une part proportionnelle des actifs nets de l'entité en cas de liquidation peuvent être évaluées soit à leur juste valeur, soit à leur quote-part du montant comptabilisé des actifs nets identifiables de l'entreprise acquise. Le choix de la méthode d'évaluation s'effectue au cas par cas selon la transaction.

Si la contrepartie transférée par la Société dans le cadre d'un regroupement d'entreprises inclut des actifs ou passifs résultant d'une entente de contrepartie éventuelle, la contrepartie éventuelle est évaluée à sa juste valeur à la date d'acquisition et incluse dans la contrepartie transférée lors d'un regroupement d'entreprises.

Les variations de la juste valeur de la contrepartie éventuelle pouvant être considérées comme des ajustements de la période d'évaluation sont reflétées de façon rétrospective, les variations correspondantes étant portées en contrepartie du goodwill. Les ajustements de la période d'évaluation sont des ajustements qui résultent

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
(en dollars canadiens)

d'informations complémentaires obtenues durant la « période d'évaluation » (qui ne peut excéder un an à compter de la date d'acquisition) relativement à des faits et circonstances qui existaient à la date d'acquisition.

La comptabilisation ultérieure des variations de la juste valeur de la contrepartie éventuelle qui ne peuvent être considérées comme des ajustements de la période d'évaluation dépend de la façon dont la contrepartie éventuelle est classée. Les contreparties éventuelles classées en capitaux propres ne sont pas réévaluées à la fin de chaque période de présentation de l'information financière ultérieure et leur règlement ultérieur est comptabilisé dans les capitaux propres. Toute contrepartie éventuelle classée dans les actifs ou passifs est soumise à une réévaluation à la fin de chaque période de présentation de l'information financière ultérieure conformément à *IAS 39 Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*, ou *IAS 37 Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*, suivant le cas, le gain ou la perte correspondant étant comptabilisé dans les résultats.

Lorsqu'un regroupement d'entreprises s'effectue par étapes, la participation précédemment détenue par la Société dans l'entreprise acquise est soumise à une réévaluation à sa juste valeur à la date d'acquisition (soit à la date à laquelle la Société obtient le contrôle); le gain ou la perte qui en résulte, le cas échéant, est comptabilisé aux résultats. Les montants résultant des participations dans l'entreprise acquise préalablement à la date d'acquisition qui ont été précédemment comptabilisés dans les autres éléments du résultat global sont reclassés en pertes ou profits, selon ce qui serait le plus approprié comme traitement si ces participations devaient être cédées.

Si la comptabilisation initiale d'un regroupement d'entreprises est inachevée à la fin de la période de présentation de l'information financière au cours de laquelle le regroupement est survenu, la Société présente des montants provisoires pour les éléments dont la comptabilisation est inachevée. Ces montants provisoires sont ajustés durant la période d'évaluation (voir ci-dessus), ou bien des actifs ou passifs additionnels sont comptabilisés afin de refléter les nouvelles informations obtenues relativement aux faits et circonstances qui existaient à la date d'acquisition et qui, si elles avaient été connues, auraient affecté les montants comptabilisés à cette date.

Conversion des devises

Les actifs et les passifs monétaires de l'entité canadienne libellés en devises étrangères sont convertis au taux de change en vigueur à la date de l'état de la situation financière, tandis que les autres actifs et passifs sont convertis au taux de change en vigueur à la date de l'opération. Les produits et les charges sont convertis au taux de change moyen en vigueur durant la période, à l'exception des produits et charges liés aux éléments non monétaires d'actif et de passif qui sont convertis au taux d'origine. Les gains ou pertes de change sont inclus aux résultats.

Les actifs et les passifs des filiales étrangères et de la coentreprise sont convertis en dollars canadiens aux taux de change en vigueur à la fin de chaque période de présentation de l'information financière. Les produits et les charges sont convertis aux taux de change moyen pour la période, à moins que les taux de change fluctuent de manière significative durant cette période, auquel cas les taux de change en vigueur aux dates d'opération seront utilisés. Les éventuels écarts de conversion qui en résultent sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global et cumulés en capitaux propres au poste « Écart de change ».

Les ajustements du goodwill et de la juste valeur résultant de l'acquisition d'un établissement à l'étranger sont considérés comme des actifs et des passifs de l'établissement à l'étranger et sont convertis au taux de clôture.

Actifs et passifs financiers

Un instrument financier s'entend de tout contrat donnant lieu à un actif financier d'une entité et à un passif financier ou un instrument de capitaux propres d'une autre entité. Les actifs financiers de la Société se composent principalement de trésorerie et d'équivalents, de certificats de placement garantis et de débiteurs. Les passifs financiers de la Société se composent principalement du découvert bancaire, d'emprunts bancaires, de créditeurs et charges à payer, de contreparties éventuelles, de la dette à long terme et de la débenture convertible.

Comptabilisation

La Société comptabilise un instrument financier dans son état consolidé de la situation financière lorsqu'elle devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier. Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque le droit de recevoir les flux de trésorerie liés à l'actif financier expire ou est transféré, et que la Société a transféré la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété de l'actif.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
(en dollars canadiens)

Lors de la comptabilisation initiale, tous les actifs et passifs financiers sont évalués et comptabilisés à leur juste valeur et leur évaluation ultérieure dépend de leur classement, tel que décrit ci-après :

Classement

Trésorerie et équivalents	Prêts et créances
Certificats de placement garantis	Prêts et créances
Débiteurs	Prêts et créances
Découvert bancaire	Autres passifs financiers
Emprunts bancaires	Autres passifs financiers
Créditeurs et charges à payer	Autres passifs financiers
Dette à long terme	Autres passifs financiers
Contrepartie éventuelle	À la juste valeur

Mesure

Les prêts et créances et autres passifs financiers sont mesurés initialement à leur juste valeur majorée des coûts de transaction. Par la suite, les prêts et créances et autres passifs financiers sont mesurés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

La Société a évalué la juste valeur de ses instruments financiers à la lumière de l'environnement actuel en matière de taux d'intérêt, des valeurs de marché connexes et des prix actuels d'instruments financiers assortis de conditions comparables.

Trésorerie et équivalents

La trésorerie inclut l'encaisse et les dépôts à vue. Les équivalents de trésorerie comprennent les placements très liquides pouvant être convertis en un montant d'encaisse connu et dont l'échéance est de moins de trois mois à compter de la date d'acquisition. La Société considère le découvert bancaire dans sa trésorerie et équivalents.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif pour les matières premières et les produits finis. La Société utilise également la méthode du prix de revient complet pour les produits finis. La méthode du prix de revient complet utilisée par la Société inclut le coût des matières premières, les coûts liés à la main-d'œuvre et les frais généraux de fabrication.

Immobilisations corporelles

Toutes les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût, diminué de l'amortissement et des pertes de valeur. Le coût comprend les dépenses attribuables à l'acquisition des biens. L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire qui attribue le coût de chaque actif moins sa valeur résiduelle sur sa durée de vie utile estimative. Pour les bâtiments, le calcul de l'amortissement par composante est également utilisé pour les composantes ayant des durées de vie utiles différentes. Voici les durées correspondantes :

Bâtiments	25-40 ans
Machinerie et équipement	10 ans
Équipement informatique	5 ans
Mobiliers, agencements et matériel de bureau	10 ans
Matériel roulant	5 ans
Unité conteneurisée pour location	4 ans
Améliorations locatives	Durée restante du bail, entre 2 et 10 ans

La charge d'amortissement est portée à l'état des résultats au poste « Amortissement des immobilisations corporelles ».

Les durées de vie utiles, les valeurs résiduelles et la méthode d'amortissement sont révisées à chaque fin d'exercice, les ajustements résultant d'une modification des estimations étant comptabilisés prospectivement.

Le gain ou la perte résultant de la cession ou de la mise hors service d'une immobilisation corporelle représente l'écart entre le prix de vente et la valeur comptable de l'actif, écart qui est inscrit à l'état des résultats.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
(en dollars canadiens)

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles acquises sont comptabilisées au coût diminué de l'amortissement cumulé et des pertes de valeur subséquentes. Elles sont amorties sur leurs durées de vie utiles estimatives. Les charges d'amortissement sont portées aux résultats au poste « Amortissement des immobilisations incorporelles ».

La Société utilise les méthodes d'amortissement suivantes :

Immobilisations incorporelles acquises séparément

- Les logiciels sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de sept (7) ans.

Immobilisations incorporelles acquises lors d'un regroupement d'entreprises

- Les droits sur les technologies et les technologies sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur des périodes respectives de sept (7) et quinze (15) ans.
- Les brevets, les marques de commerce et la propriété intellectuelle sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur des périodes respectives de quinze (15), dix-huit (18) et vingt (20) ans.
- Les relations clients sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur des périodes de cinq (5) à quinze (15) ans.
- Le réseau de distribution est amorti selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de cinq (5) ans.

Goodwill

Le goodwill généré lors d'un regroupement d'entreprises est comptabilisé en tant qu'actif à la date à laquelle le contrôle est acquis (date d'acquisition). Le goodwill est déterminé comme l'excédent de la somme de la contrepartie transférée, du montant de toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise et de la juste valeur de la participation précédemment détenue par l'acquéreur dans l'entreprise acquise (le cas échéant) par rapport au solde net des montants, à la date d'acquisition, des actifs acquis et des passifs assumés identifiables.

Si la participation de la Société dans la juste valeur des actifs nets identifiables de l'entreprise acquise excède la somme de la contrepartie transférée, du montant de toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise, et de la juste valeur de la participation précédemment détenue par l'acquéreur dans l'entreprise acquise (le cas échéant), l'excédent est comptabilisé immédiatement dans l'état des résultats en tant que gain résultant d'une acquisition à des conditions avantageuses.

Le goodwill n'est pas amorti et est soumis au test de dépréciation au moins une fois par année. Pour les besoins des tests de dépréciation, le goodwill est affecté à chacune des unités génératrices de trésorerie de la Société ou à un groupe d'unités génératrices de trésorerie qui devraient bénéficier des synergies du regroupement. Les unités génératrices de trésorerie auxquelles le goodwill a été affecté sont soumises à des tests de dépréciation sur une base annuelle, ou plus fréquemment s'il existe une indication qu'une unité soit susceptible d'avoir subi une perte de valeur. Si la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie est inférieure à sa valeur comptable, la perte de valeur est affectée en premier lieu pour réduire la valeur comptable de tout goodwill affecté à l'unité et ensuite aux autres actifs de l'unité au prorata de la valeur comptable de chaque actif dans l'unité. Une perte de valeur comptabilisée pour un goodwill n'est pas reprise dans une période ultérieure.

La Société a choisi d'effectuer son test de dépréciation annuel au cours du troisième trimestre de chaque exercice.

En cas de cession d'une filiale, le goodwill correspondant est inclus dans le calcul du profit ou de la perte lié à la transaction.

Autres actifs

Les autres actifs sont composés principalement de dépôts de garantie et sont comptabilisés au coût.

Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles excluant le goodwill

À la fin de chaque période de présentation de l'information financière, la Société examine la valeur comptable de ses immobilisations corporelles et incorporelles pour déterminer s'il existe une indication de dépréciation de ces actifs. Si une telle indication existe, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer l'étendue de la perte de valeur (le cas échéant). Pour les besoins d'évaluation de la dépréciation, les actifs sont regroupés au

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
(en dollars canadiens)

niveau le plus bas auquel ils peuvent générer des flux de trésorerie isolables (unités génératrices de trésorerie). Lorsqu'il n'est pas possible d'estimer la valeur recouvrable d'un actif isolé, la Société estime la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle l'actif appartient. Si une base raisonnable et cohérente d'affectation peut être identifiée, les actifs communs sont affectés aux différentes unités génératrices de trésorerie. Dans le cas contraire, ils sont attribués au plus petit groupe d'unités génératrices de trésorerie pour lequel une base de répartition raisonnable et cohérente peut être identifiée.

Les immobilisations incorporelles ayant une durée de vie utile indéterminée et les immobilisations incorporelles non encore mis en service sont soumis à des tests de dépréciation au moins une fois par année, et dès qu'il existe une indication que l'actif a subi une perte de valeur.

La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité. Afin de déterminer la valeur d'utilité, les estimations de flux de trésorerie futurs sont actualisées à leur valeur actuelle à l'aide du taux d'actualisation avant impôts qui reflète les conditions en vigueur sur le marché en termes de valeur temps de l'argent et les risques spécifiques à l'actif pour lequel les estimations des flux de trésorerie futurs n'ont pas été ajustées.

Si la valeur recouvrable d'un actif (ou d'une unité génératrice de trésorerie) est estimée être inférieure à sa valeur comptable, la valeur comptable de l'actif (ou de l'unité génératrice de trésorerie) est réduite à sa valeur recouvrable. Une perte de valeur est immédiatement comptabilisée à l'état des résultats.

Lorsqu'une perte de valeur est reprise ultérieurement, la valeur comptable de l'actif (ou de l'unité génératrice de trésorerie) est augmentée pour atteindre l'estimation révisée de sa valeur recouvrable, sans toutefois être supérieure à la valeur comptable qui aurait été déterminée si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour l'actif (ou l'unité génératrice de trésorerie) au cours des années précédentes. Une reprise de perte de valeur est immédiatement comptabilisée à l'état des résultats.

Constatation des revenus

Les revenus sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, déduction faite des retours et des rabais estimés, ou autres remises similaires.

Ventes de produits consommables

Les revenus provenant de la vente de produits consommables sont comptabilisés lorsqu'ils satisfont à l'ensemble des conditions suivantes :

- la Société a transféré à l'acheteur les risques et les avantages importants inhérents à la propriété des biens;
- la Société ne continue ni à être impliquée dans la gestion, telle qu'elle incombe normalement au propriétaire, ni dans le contrôle effectif des biens cédés;
- le montant des revenus peut être évalué de façon fiable;
- il est probable que les avantages économiques associés à la transaction iront à la Société;
- les coûts engagés ou à engager concernant la transaction peuvent être évalués de façon fiable.

Contrats de fabrication

Les contrats de fabrication sont soumis à l'application d'*IAS 11 Contrats de construction*. Si le résultat d'un contrat de fabrication peut être estimé de façon fiable, les revenus et les coûts du contrat sont comptabilisés en fonction du degré d'avancement de l'activité contractuelle à la fin de chaque période de présentation de l'information financière, lequel degré d'avancement est calculé en fonction du pourcentage d'avancement du contrat (notamment l'approbation des dessins, l'acceptation des schémas de tuyauterie et d'instrumentation, l'assemblage, l'inspection, le démarrage et l'acceptation de l'équipement) qui représentent le rapport entre les coûts engagés pour les travaux exécutés jusqu'à la date considérée et les coûts totaux estimés du contrat. Les modifications dans l'étendue des travaux compris au contrat et les réclamations sont incluses dans la mesure où le montant peut être calculé de façon fiable et que leur encaissement est considéré comme probable.

Si le résultat d'un contrat de fabrication ne peut être estimé de façon fiable, les revenus du contrat sont comptabilisés jusqu'à concurrence des coûts engagés pour le contrat s'il est probable qu'ils seront recouvrables. Les coûts du contrat sont comptabilisés en charges dans la période au cours de laquelle ils sont engagés. S'il est

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
(en dollars canadiens)

probable que les coûts totaux du contrat excéderont les revenus totaux du contrat, la perte attendue est immédiatement comptabilisée en charges.

Revenus d'intérêts

Les revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'il est probable que les avantages économiques iront à la Société et que le montant des revenus peut être calculé de façon fiable selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Capital social

Les actions ordinaires sont classées à titre de capitaux propres. Les coûts marginaux directement attribuables à l'émission d'actions ordinaires et d'options d'achat d'actions sont comptabilisés en réduction des capitaux propres, déduction faite de toute incidence fiscale.

Paiement fondé sur des actions

La Société a adopté un régime d'options d'achat d'actions à l'intention de ses administrateurs, dirigeants, employés clés et consultants fournissant des services à la Société et comptabilise ces attributions conformément à *IFRS 2 Paiement fondé sur des actions*. Les options d'achat d'actions attribuées aux administrateurs, dirigeants, employés clés et consultants sont calculées à leur juste valeur (excluant l'effet des conditions d'acquisition autres que les conditions du marché) à la date d'attribution. Les renseignements relatifs à la comptabilisation de la juste valeur des transactions fondées sur des actions figurent à la note 20.

La juste valeur à la date d'attribution des options d'achat d'actions est déterminée selon le modèle d'établissement du prix des options de Black-Scholes, et est portée aux résultats consolidés en charges de rémunération à l'aide d'un programme d'acquisition graduelle sur la durée d'acquisition, en tenant compte de l'estimation par la Société du nombre d'actions qui seront finalement acquises. À la fin de chaque période de présentation de l'information financière, la Société révisé son estimation du nombre d'instruments de capitaux propres dont l'acquisition est attendue. L'impact de la révision des estimations initiales, le cas échéant, est porté aux résultats de manière à ce que le cumul des charges de rémunération reflète l'estimation révisée, avec une contrepartie directe en « Réserve pour les options d'achat d'actions ».

Toute contrepartie reçue par la Société lors de l'exercice des options d'achat d'actions est portée au crédit du capital social – et la composante « Réserve pour les options d'achat d'actions » découlant du paiement fondé sur des actions est versée au capital social lors de l'émission des actions.

Bons de souscription

La Société applique la méthode de la juste valeur pour calculer la valeur des bons de souscription à la date d'attribution. La juste valeur est déterminée selon le modèle d'établissement du prix des options de Black-Scholes et est portée à la « Réserve pour les bons de souscription » dans les capitaux propres. Lorsque les bons de souscription sont exercés, la composante « Réserve pour les bons de souscription » et les produits reçus par la Société sont crédités au capital social.

Frais de recherche et développement et crédits d'impôt pour une société établie dans le Carrefour de la Nouvelle Économie (« CNE ») et relatifs à la recherche et au développement

Les frais de recherche sont passés en charges au fur et à mesure qu'ils sont engagés. Cependant, les frais de développement sont reportés lorsqu'ils respectent les critères généralement reconnus pour leur report dans la mesure où leur recouvrement est raisonnablement assuré.

Les crédits d'impôt pour une société établie au CNE et relatifs à la recherche et au développement sont comptabilisés au cours de l'exercice où les frais sont engagés, dans la mesure où la Société a l'assurance raisonnable de recevoir ces crédits. Ces crédits d'impôt sont présentés en réduction des frais de recherche et développement.

Ces crédits d'impôt doivent être examinés par les autorités fiscales. Il est donc possible que les montants accordés diffèrent des montants comptabilisés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
(en dollars canadiens)

La Société a droit aux crédits d'impôt à la recherche scientifique et au développement expérimental (« RS&DE ») accordés par le gouvernement fédéral canadien (« Fédéral ») et par le gouvernement de la Province du Québec (« Provincial »). Les crédits d'impôt à la RS&DE du Fédéral sont appliqués aux dépenses de RS&DE canadiennes admissibles au taux de 20 % et peuvent être uniquement utilisés en réduction des impôts du Fédéral autrement payables. Les crédits d'impôt remboursables à la RS&DE du Provincial sont généralement appliqués aux salaires, à la sous-traitance et aux dépenses de contrats universitaires de RS&DE admissibles, engagés dans la Province du Québec, au taux de 37,5 % sur les montants de base admissibles.

Les crédits d'impôt et autres subventions sont comptabilisés à l'aide de la méthode de réduction du coût. Selon cette méthode, les crédits d'impôt et subventions sont inscrits en réduction des frais afférents ou des dépenses en capital dans la période au cours de laquelle les dépenses ou les dépenses d'investissement sont engagées, à condition que la Société ait l'assurance raisonnable de récupérer ces crédits ou subventions.

Impôts

La charge d'impôts représente la somme de l'impôt exigible et de l'impôt différé. L'impôt est constaté aux résultats, sauf s'il concerne des éléments comptabilisés directement dans les capitaux propres, auquel cas l'impôt est constaté dans les capitaux propres.

Impôt exigible

Les actifs d'impôt exigible ou les passifs d'impôt exigible représentent les obligations ou réclamations de l'administration fiscale pour les périodes précédentes ou courantes qui n'ont pas été reçues ou payées à la date de fin de chaque période de présentation de l'information financière. L'impôt exigible est calculé selon les bénéfices imposables, qui diffèrent des bénéfices comptables. Les passifs d'impôt exigible sont évalués à l'aide des taux en vigueur ou pratiquement en vigueur à la fin de chaque période de présentation de l'information financière.

Impôt différé

L'impôt différé est comptabilisé selon la méthode des différences temporelles et représente l'impôt qui devra vraisemblablement être payable ou recouvrable sur les différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs dans l'état de la situation financière et les valeurs fiscales correspondantes selon la manière dont la valeur comptable des actifs et passifs doit être réalisée ou réglée, à l'aide des taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur à la fin de chaque période de présentation de l'information financière.

Les passifs d'impôt différé sont généralement comptabilisés pour toutes les différences temporelles imposables. Les passifs d'impôt différé sont comptabilisés pour des différences temporelles imposables résultant de participations dans des filiales ou coentreprises, sauf lorsque la reprise de la différence temporelle peut être contrôlée et qu'il est probable que cette différence ne sera pas reprise dans un avenir prévisible.

Les actifs d'impôt différé sont comptabilisés dans la mesure où il est probable que des bénéfices imposables seront disponibles auxquels il sera possible d'imputer les différences temporelles déductibles. La valeur comptable des actifs d'impôt différé est révisée à la fin de chaque période de présentation de l'information financière et réduite dans la mesure où il n'est plus probable que suffisamment de bénéfices imposables soient disponibles pour permettre de recouvrer tout ou une partie de l'actif.

Les passifs d'impôt différé ne sont pas comptabilisés pour les différences temporelles survenant d'un goodwill qui n'est pas déductible aux fins de l'impôt. Les actifs et passifs d'impôt différé ne sont pas comptabilisés au regard des différences temporelles survenant de la comptabilisation initiale des actifs et passifs acquis autrement que dans le cadre d'un regroupement d'entreprises.

La Société compense les actifs et passifs d'impôt différé si elle a un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôt exigible ainsi que les actifs et passifs d'impôt différé concernant des impôts sur le résultat prélevés par la même administration fiscale, soit sur la même entité imposable soit sur des entités imposables différentes qui ont l'intention de régler les passifs et actifs d'impôt exigible sur la base de leur montant net.

Information sectorielle

Les secteurs opérationnels présentés sont cohérents avec ceux utilisés dans le processus de reddition des comptes interne fournis au principal décideur opérationnel. Le principal décideur opérationnel, qui est responsable d'affecter

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
(en dollars canadiens)

les ressources et d'évaluer la performance des secteurs opérationnels, a été identifié comme étant le chef de la direction, qui prend des décisions stratégiques.

Les revenus sectoriels représentent les ventes par secteur. Il s'agit de la mesure présentée au principal décideur opérationnel aux fins de prise de décision concernant l'affectation des ressources et l'évaluation de la performance sectorielle.

Bénéfice (Perte) net(te) par action

Le bénéfice (la perte) net(te) de base par action ordinaire est calculé(e) en divisant le résultat net disponible pour les porteurs d'actions ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice. Le bénéfice dilué par action est calculé en tenant compte de la dilution qui pourrait survenir si les options d'achat actions et les bons de souscription visant à émettre des actions ordinaires étaient exercés ou convertis en actions ordinaires au début de l'exercice ou à la date de leur émission, si elle est postérieure. La méthode du rachat d'actions permet de déterminer l'effet de dilution des options d'achat actions et des bons de souscription.

Provisions

Des provisions sont constituées lorsque la Société a une obligation juridique ou implicite résultant d'un événement passé, s'il est probable que la Société sera tenue d'éteindre l'obligation et si le montant peut être estimé de manière fiable.

Le montant de la provision est la meilleure estimation de la contrepartie nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle à la date de la fin de la période de présentation de l'information financière, compte tenu des risques et des incertitudes liées à l'obligation. Si une provision est évaluée en fonction des estimations de flux de trésorerie nécessaires pour éteindre l'obligation actuelle, sa valeur comptable correspond à la valeur actualisée de ces flux de trésorerie.

Lorsqu'une partie ou la totalité des avantages économiques requis pour éteindre une obligation doit être recouvrée d'un tiers, une créance est comptabilisée dans les actifs s'il est pratiquement certain que le remboursement sera reçu et que le montant de la créance peut être calculé de façon fiable.

Garanties

Des provisions pour le coût attendu des obligations de garantie sont comptabilisées à la date de vente des produits correspondants, sur la base de la meilleure estimation par la direction des dépenses requises pour éteindre l'obligation de la Société.

La provision pour les réclamations de garantie correspond à la meilleure estimation de la direction à sa valeur actuelle des avantages économiques futurs qui seront requis pour satisfaire les obligations de la Société en matière de garanties. L'estimation a été faite sur la base des tendances historiques et peut varier en cas de nouveaux matériaux, modifications des procédés de fabrication ou tout autre événement affectant la qualité du produit.

La Société offre à ses clients des garanties de durées variables en fonction de chaque contrat.

4. Estimations comptables, hypothèses et jugements critiques

L'établissement d'états financiers consolidés conformément aux IFRS exige fréquemment que la direction fasse des estimations et pose des hypothèses ou des jugements subjectifs à propos d'événements futurs et d'autres questions ayant une incidence sur les montants portés aux états financiers, notamment l'actif, le passif, les produits, les charges et les informations connexes. Ces hypothèses, estimations et jugements sont fondés sur l'expérience, les attentes, les tendances actuelles et d'autres facteurs que la direction juge pertinents lors de la préparation des états financiers consolidés. La direction revoit régulièrement les conventions comptables, les hypothèses, les estimations et les jugements afin de s'assurer que les états financiers consolidés donnent une image fidèle de la situation financière de la Société et qu'ils sont établis conformément aux IFRS.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
(en dollars canadiens)

Les estimations comptables et jugements critiques sont ceux qui présentent un risque important d'entraîner un ajustement significatif et qui se rapportent souvent à des questions ou à des résultats qui sont par nature incertains et susceptibles d'être modifiés.

Par conséquent, la direction souligne le fait que les événements futurs diffèrent souvent des prévisions et des attentes et que les estimations nécessitent régulièrement des ajustements.

Selon la direction, voici les secteurs où les principales conventions comptables ont une incidence sur les estimations comptables et les jugements critiques utilisés dans l'établissement des états financiers consolidés de la Société.

Constatation des revenus provenant de contrats de fabrication

Le degré d'avancement de tout contrat de fabrication est évalué par la direction sur la base des informations disponibles à la fin de la période de présentation de l'information financière. Dans le cadre de ce processus, la direction se fonde en grande partie sur son jugement relativement au pourcentage d'avancement, aux travaux exécutés et aux coûts estimés devant être engagés pour compléter le travail.

Dépréciation du goodwill et des autres actifs non courants

À la fin de chaque période de présentation de l'information financière, la Société évalue s'il existe une indication que le goodwill et les autres actifs non courants ont subi une perte de valeur. Si une telle indication existe, la valeur recouvrable de l'actif est déterminée. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité. Pour déterminer la valeur d'utilité, les estimations de flux de trésorerie futurs sont actualisées. L'utilisation d'hypothèses différentes pourrait donner lieu à des justes valeurs différentes, et, en conséquence à des valeurs comptables différentes pour le goodwill et les autres actifs non courants. Si le taux d'actualisation avait varié de 1 % à la hausse ou à la baisse par rapport à l'hypothèse choisie par la Société, en supposant que toutes les autres variables demeurent constantes, la valeur recouvrable aurait été inférieure ou supérieure d'approximativement 1 100 000 \$ et aucune charge de dépréciation n'aurait été comptabilisée. Si le taux de croissance avait varié de 1 % à la hausse ou à la baisse par rapport à l'hypothèse choisie par la Société, en supposant que toutes les autres variables demeurent constantes, la valeur recouvrable aurait été inférieure ou supérieure d'approximativement 500 000 \$ et aucune charge de dépréciation n'aurait été comptabilisée.

Impôts sur le résultat et provisions pour moins-value

Lors de l'estimation des impôts sur le résultat, la Société doit déterminer si les actifs d'impôt différé peuvent être recouverts en évaluant la capacité des entités de la Société à utiliser les déductions fiscales futures pour réduire le revenu imposable des périodes subséquentes avant que ces déductions n'expirent. Ainsi, la direction détermine s'il est probable qu'une partie ou la totalité des actifs d'impôt différé ne sera pas matérialisée. La matérialisation finale des actifs d'impôt différé dépend du revenu imposable futur qui sera généré. Si des modifications étaient apportées à l'évaluation de la direction concernant la capacité d'une des entités de la Société à utiliser les déductions fiscales futures, les actifs d'impôt différé à comptabiliser pourraient augmenter ou diminuer, ce qui aurait une incidence sur les provisions ou les recouvrements d'impôt futurs.

Stocks à rotation lente et stocks désuets

La valeur des stocks à rotation lente et des stocks désuets est basée sur l'évaluation par la Société de l'historique d'utilisation, de la demande future estimée et, dans certains cas, des risques spécifiques de perte des stocks spécifiquement identifiés. Une perte de valeur peut être reprise si les circonstances qui en étaient à l'origine n'existent plus.

Contreparties éventuelles

La direction a estimé la juste valeur comptabilisée pour les contreparties éventuelles en se basant sur les résultats, le budget et les prévisions des entités acquises.

Rémunérations fondées sur des actions et autres paiements fondés sur des actions

La Société a recours à la méthode fondée sur la juste valeur pour comptabiliser les options sur actions attribuées. La juste valeur des options sur actions est établie au moyen du modèle d'évaluation des options Black-Scholes, lequel requiert la formulation de certaines hypothèses, notamment à l'égard de la volatilité future du cours de l'action et de la durée de vie attendue des instruments. La durée de vie attendue des instruments est estimée en fonction de leur durée de vie contractuelle. La volatilité attendue est estimée d'après la volatilité historique du cours de l'action

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (en dollars canadiens)

de la Société sur une période équivalente à la durée de vie contractuelle. À la fin de chaque période de présentation de l'information financière, la Société révisé ses estimations quant au nombre d'instruments de capitaux propres devant être acquis.

Bons de souscription

La Société utilise la méthode de la juste valeur pour calculer la valeur des bons de souscription à la date d'attribution. La juste valeur est déterminée selon le modèle d'établissement du prix des options de Black-Scholes tel que décrit plus haut.

5. Normes et modifications comptables publiées mais qui n'ont pas encore été adoptées

Sauf indication contraire, les normes révisées et modifications ci-après s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013 et leur application anticipée est permise. La Société n'a pas encore évalué l'incidence de ces normes et modifications ou déterminé si elle les appliquerait de façon anticipée.

- (i) IFRS 9, *Instruments financiers*, a été publiée en novembre 2009 et porte sur le classement et l'évaluation des actifs financiers. Cette norme remplace les modèles d'évaluation à catégories multiples énoncés dans IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*, en ce qui concerne les instruments d'emprunt par un nouveau modèle d'évaluation mixte ne comportant que deux catégories, soit le coût amorti et la juste valeur par le biais du résultat net. IFRS 9 remplace également les modèles d'évaluation des instruments de capitaux propres. Ces instruments sont comptabilisés soit à la juste valeur par le biais du résultat net, soit à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Lorsque les instruments de capitaux propres sont évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, les dividendes sont comptabilisés en résultat net dans la mesure où il est clair qu'ils ne représentent pas un rendement de l'investissement; toutefois, les autres profits et pertes (y compris toute dépréciation) associés à ces instruments sont conservés indéfiniment dans le cumul des autres éléments du résultat global.

En octobre 2010, des exigences ont été ajoutées à IFRS 9 en ce qui concerne les passifs financiers, exigences qui reprennent essentiellement les dispositions existantes d'IAS 39, si ce n'est du fait que les variations de la juste valeur attribuables au risque de crédit des passifs désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net sont généralement comptabilisées en autres éléments du résultat global.

Les modifications ci-dessus s'appliquent aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2015 et l'application anticipée est autorisée.

- (ii) Selon IFRS 10, *États financiers consolidés*, une entité doit consolider une entité émettrice si elle détient le pouvoir sur l'entité émettrice, est exposée ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité émettrice et a la capacité d'exercer son pouvoir sur l'entité émettrice de manière à influencer sur le montant des rendements qu'elle obtient. Selon les IFRS existantes, la consolidation est requise lorsqu'une entité a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une autre entité afin de tirer avantage de ses activités. IFRS 10 remplace SIC-12, *Consolidation – entités ad hoc*, et certaines parties d'IAS 27, *États financiers consolidés et individuels*.
- (iii) Selon IFRS 11, *Partenariats*, un coparticipant ou un coentrepreneur doit classer ses intérêts dans un partenariat à titre de coentreprise ou d'entreprise commune. Les coentreprises seront comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, tandis que, pour les entreprises communes, le coparticipant devra comptabiliser la quote-part qui lui revient des actifs, des passifs, des produits et des charges de l'entreprise commune. Actuellement, selon les IFRS, les entités peuvent opter pour la consolidation proportionnelle ou la mise en équivalence pour comptabiliser leurs intérêts dans des coentreprises. IFRS 11 vient remplacer IAS 31, *Participations dans des coentreprises*, et SIC-13, *Entités contrôlées conjointement — apports non monétaires par des coentrepreneurs*.
- (iv) IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*, fait état des informations à fournir en ce qui concerne les intérêts détenus dans d'autres entités, comme les filiales, les partenariats, les entreprises associées et les entités structurées non consolidées. La norme reprend les obligations

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(en dollars canadiens)

d'information existantes et ajoute des obligations d'information importantes en ce qui a trait à la nature des intérêts détenus par une entité dans d'autres entités et les risques qui y sont associés.

- (v) IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*, est une norme exhaustive portant sur l'évaluation de la juste valeur et les informations à fournir pour toutes les IFRS. La nouvelle norme précise que la juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif dans le cadre d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. Selon les IFRS actuelles, les indications relatives aux évaluations de la juste valeur et aux informations à fournir à leur sujet sont disséminées dans les diverses normes qui exigent expressément des évaluations de la juste valeur et, à bien des égards, elles ne sont pas le reflet d'une base d'évaluation claire ou d'obligations d'information uniformes.
- (vi) Des modifications ont été apportées à des normes existantes, notamment IAS 27, *États financiers individuels* (« IAS 27 »), et IAS 28, *Participations dans des entreprises associées et des coentreprises* (« IAS 28 »). IAS 27 traite de la comptabilisation des filiales, des entités contrôlées conjointement et des entreprises associées dans les états financiers non consolidés. IAS 28 a été modifiée de manière à inclure les coentreprises dans son champ d'application et à tenir compte des modifications apportées aux IFRS 10 à 13.

6. Certificats de placement garantis

	30 juin 2013	30 juin 2012
	\$	\$
Certificats de placement garantis portés en main tierce en vue de l'exécution et de la performance de contrats de ventes, portant intérêt à 0,90 % (0,90 % au 30 juin 2012) et arrivant à échéance en septembre 2013	30 960	30 960
Certificat de placement garanti porté en garantie de lettres de crédit, portant intérêt à 1,15 % (1,05 % au 30 juin 2012) et arrivant à échéance en juillet 2013	1 000 630	1 000 633
Certificat de placement garanti porté en garantie d'un contrat de location, portant intérêt à 0,90 % (0,90 % au 30 juin 2012) et arrivant à échéance en octobre 2013	100 636	100 641
Certificat de placement garanti libellé en dollars US porté en garantie d'une lettre de crédit, portant intérêt à 0,10 % (0,10% au 30 juin 2012) et arrivant à échéance en septembre 2013	16 286	15 469
Certificat de placement garanti porté en garantie d'un contrat de location, portant intérêt à 0,20 % et arrivant à échéance en février 2014	105 274	-
	1 253 786	1 147 703

7. Débiteurs

	30 juin 2013	30 juin 2012
	\$	\$
Comptes clients	5 634 221	8 128 293
Retenues sur paiements effectués par des clients dans le cadre de contrats de fabrication	953 731	983 900
Provision pour créances douteuses (i)	(406 890)	(258 230)
Provision pour factures arriérées	(3 155)	-
	6 177 907	8 853 963
Crédits d'impôt à recevoir	84 416	180 040
Autres créances	206 233	288 377
	6 468 556	9 322 380

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
 (en dollars canadiens)

Au 30 juin 2013, les retenues détenues par des clients pour des travaux en cours s'élevaient à 953 731 \$ (983 900 \$ au 30 juin 2012).

Les débiteurs figurant ci-dessus incluent les montants échus à la fin de la période de présentation de l'information financière pour lesquels la Société n'a pas comptabilisé de provision pour créances douteuses car aucun changement significatif n'a été constaté dans la qualité de crédit et les montants sont toujours considérés comme étant recouvrables. Dans certains cas, la Société a un droit juridique de rétention sur les projets de construction lorsque certaines parties contractantes ne paient pas leur solde au sein d'une période de temps spécifiée.

(i) Variations de la provision pour créances douteuses

	30 juin 2013	30 juin 2012
	\$	\$
Solde – Début d'exercice	(258 230)	(3 720)
Pertes de valeur comptabilisées sur les créances	(151 328)	(254 510)
Montants irrécouvrables radiés au cours de l'exercice	2 998	-
Gains et pertes de change	(330)	-
Solde – Fin d'exercice	(406 890)	(258 230)

8. Stocks

	30 juin 2013	30 juin 2012
	\$	\$
Matières premières	1 058 976	1 112 301
Produits finis	2 957 582	1 138 488
	4 016 558	2 250 789

En raison des fluctuations de l'âge de ses stocks de matières premières au Canada et aux États-Unis, la Société a comptabilisé une provision de 62 622 \$ pour l'exercice 2013 (50 000 \$ pour l'exercice 2012).

9. Produits en cours

	30 juin 2013	30 juin 2012
	\$	\$
Coûts de construction engagés plus profits comptabilisés moins pertes comptabilisées à jour	39 531 903	29 281 800
Moins : facturations progressives	(39 087 009)	(28 762 213)
Montant net inscrit à l'état de la situation financière pour les contrats en cours	444 894	519 587

Comptabilisés et inclus dans les états financiers comme montants dus:

De clients dans le cadre de contrats de fabrication	2 203 326	2 154 311
À des clients dans le cadre de contrats de fabrication	(1 758 432)	(1 634 724)
	444 894	519 587

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
 (en dollars canadiens)

10. Immobilisations corporelles

	30 juin 2013	30 juin 2012
	\$	\$
Coût	4 048 288	4 400 475
Amortissement cumulé et dépréciation	(2 169 529)	(2 373 780)
	1 878 759	2 026 695
Terrain	33 000	25 000
Bâtiments	953 882	993 641
Machinerie et équipement	370 797	423 137
Équipement informatique	168 426	198 226
Mobilier, agencements et matériel de bureau	97 185	113 657
Matériel roulant	83 577	93 430
Unité conteneurisée pour location	41 852	-
Améliorations locatives	130 040	179 604
	1 878 759	2 026 695

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
(en dollars canadiens)

Coût	Terrain	Bâtiments	Machinerie et équipement	Équipement informatique	Mobilier, agencements et matériel de bureau	Matériel roulant	Améliorations locatives	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
Solde au								
30 juin 2011	25 000	1 075 000	1 641 843	653 919	292 701	322 627	204 873	4 215 963
Ajouts	-	3 865	16 490	104 436	20 512	58 226	55 517	259 046
Dispositions	-	-	-	-	-	(99 826)	-	(99 826)
Radiation des actifs complètement amortis	-	-	-	-	-	-	(23 310)	(23 310)
Incidences des fluctuations du taux de change	-	-	20 145	2 550	4 182	11 727	9 998	48 602
Solde au								
30 juin 2012	25 000	1 078 865	1 678 478	760 905	317 395	292 754	247 078	4 400 475
Amortissement cumulé								
Solde au								
30 juin 2011	-	(42 604)	(1 167 673)	(457 435)	(186 270)	(239 137)	(57 030)	(2 150 149)
Charges d'amortissement	-	(42 620)	(78 400)	(103 676)	(15 585)	(34 429)	(31 562)	(306 272)
Dispositions	-	-	-	-	-	83 116	-	83 116
Radiation des actifs complètement amortis	-	-	-	-	-	-	23 310	23 310
Incidence des fluctuations du taux de change	-	-	(9 268)	(1 568)	(1 883)	(8 874)	(2 192)	(23 785)
Solde au								
30 juin 2012	-	(85 224)	(1 255 341)	(562 679)	(203 738)	(199 324)	(67 474)	(2 373 780)
Montant net au								
30 juin 2012	25 000	993 641	423 137	198 226	113 657	93 430	179 604	2 026 695

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
 (en dollars canadiens)

Coût	Terrain	Bâtiments	Machinerie et équipement	Équipement informatique	Mobilier, agencements et matériel de bureau	Matériel roulant	Unité conteneurisée pour location	Améliorations locatives	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$		\$	
Solde au									
30 juin 2012	25 000	1 078 865	1 678 478	760 905	317 395	292 754	-	247 078	4 400 475
Ajouts	8 000	3 129	9 715	46 334	2 725	34 197	47 830	7 425	159 355
Dispositions	-	-	-	-	(12 836)	(65 212)	-	(29 034)	(107 082)
Radiation des actifs complètement amortis	-	-	-	(431 879)	-	-	-	-	(431 879)
Incidences des fluctuations du taux de change	-	-	12 652	1 397	2 302	5 482	-	5 586	27 419
Solde au									
30 juin 2013	33 000	1 081 994	1 700 845	376 757	309 586	267 221	47 830	231 055	4 048 288
Amortissement cumulé									
Solde au									
30 juin 2012	-	(85 224)	(1 255 341)	(562 679)	(203 738)	(199 324)	-	(67 474)	(2 373 780)
Charges d'amortissement	-	(42 888)	(66 979)	(76 036)	(16 693)	(33 167)	(5 978)	(38 125)	(279 866)
Dispositions	-	-	-	-	9 631	53 107	-	7 604	70 342
Radiation des actifs complètement amortis	-	-	-	431 879	-	-	-	-	431 879
Incidences des fluctuations du taux de change	-	-	(7 728)	(1 495)	(1 601)	(4 260)	-	(3 020)	(18 104)
Solde au									
30 juin 2013	-	(128 112)	(1 330 048)	(208 331)	(212 401)	(183 644)	(5 978)	(101 015)	(2 169 529)
Montant net au									
30 juin 2013	33 000	953 882	370 797	168 426	97 185	83 577	41 852	130 040	1 878 759

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
 (en dollars canadiens)

11. Immobilisations incorporelles

	30 juin 2013		30 juin 2012	
	\$		\$	
Coût	13 452 918		12 989 077	
Amortissement cumulé et dépréciation	(8 510 034)		(7 529 892)	
	4 942 884		5 459 185	
Logiciels	172 745		163 243	
Brevets	2 052 330		2 189 932	
Droits sur les technologies	-		-	
Technologies	-		-	
Marques de commerce	181 817		234 481	
Relations clients	582 280		632 435	
Réseau de distribution	208 121		395 361	
Propriété intellectuelle	1 745 591		1 843 733	
	4 942 884		5 459 185	

Coût	Logiciels	Brevets	Droits sur les technologies	Technologies	Marques de commerce	Relations clients	Réseau de distribution	Propriété intellectuelle	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 30 juin 2011	415 615	3 214 513	377 592	1 041 444	464 926	3 410 050	1 219 291	2 188 961	12 332 392
Ajouts	14 706	-	-	-	-	-	-	-	14 706
Incidence des fluctuations du taux de change	2 002	179 114	-	58 104	24 307	188 300	68 026	122 126	641 979
Solde au 30 juin 2012	432 323	3 393 627	377 592	1 099 548	489 233	3 598 350	1 287 317	2 311 087	12 989 077
Amortissement cumulé									
Solde au 30 juin 2011	(221 495)	(983 903)	(338 826)	(837 928)	(198 807)	(2 571 065)	(759 094)	(296 726)	(6 207 844)
Charges d'amortissement	(46 477)	(162 799)	(38 766)	(12 729)	(44 776)	(68 251)	(88 590)	(151 920)	(614 308)
Dépréciation des immobilisations incorporelles	-	-	-	(198 589)	-	(180 139)	-	-	(378 728)
Incidence des fluctuations du taux de change	(1 108)	(56 993)	-	(50 302)	(11 169)	(146 460)	(44 272)	(18 708)	(329 012)
Solde au 30 juin 2012	(269 080)	(1 203 695)	(377 592)	(1 099 548)	(254 752)	(2 965 915)	(891 956)	(467 354)	(7 529 892)
Montant net au 30 juin 2012	163 243	2 189 932	-	-	234 481	632 435	395 361	1 843 733	5 459 185

Coût	Logiciels	Brevets	Droits sur les technologies	Technologies	Marques de commerce	Relations clients	Réseau de distribution	Propriété intellectuelle	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 30 juin 2012	432 323	3 393 627	377 592	1 099 548	489 233	3 598 350	1 287 317	2 311 087	12 989 077
Ajouts	60 654	-	-	-	-	-	-	-	60 654
Incidence des fluctuations du taux de change	1 936	112 568	-	36 396	15 226	117 950	42 612	76 499	403 187
Solde au 30 juin 2013	494 913	3 506 195	377 592	1 135 944	504 459	3 716 300	1 329 929	2 387 586	13 452 918
Amortissement cumulé									
Solde au 30 juin 2012	(269 080)	(1 203 695)	(377 592)	(1 099 548)	(254 752)	(2 965 915)	(891 956)	(467 354)	(7 529 892)
Charges d'amortissement	(51 945)	(200 861)	-	-	(57 470)	(67 257)	(191 290)	(151 878)	(720 701)
Dépréciation des immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Incidence des fluctuations du taux de change	(1 143)	(49 309)	-	(36 396)	(10 420)	(100 848)	(38 562)	(22 763)	(259 441)
Solde au 30 juin 2013	(322 168)	(1 453 865)	(377 592)	(1 135 944)	(322 642)	(3 134 020)	(1 121 808)	(641 995)	(8 510 034)
Montant net au 30 juin 2013	172 745	2 052 330	-	-	181 817	582 280	208 121	1 745 591	4 942 884

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (en dollars canadiens)

Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2012, la Société a révisé les valeurs comptables de ses immobilisations incorporelles et déterminé que certains immobilisations incorporelles relatifs à l'unité génératrice de trésorerie « États-Unis » n'étaient plus utilisés et ne généraient pas de flux de trésorerie matériels. En conséquence, la Société a estimé que la valeur recouvrable de certaines immobilisations incorporelles était nulle. La dépréciation des immobilisations incorporelles est due à la baisse prolongée des activités de la Société dans le secteur industriel – principalement dans le sous-secteur de la production d'éthanol.

12. Participation dans une coentreprise

La Société détenait la participation suivante dans une coentreprise jusqu'à sa résiliation le 31 mars 2013:

- 49% des parts, avec droits de vote équivalents, de H₂O Innovation India Ltd, une coentreprise établie à Mumbai, en Inde.

La participation de la Société dans cette coentreprise n'a pas changé depuis sa création en février 2010 jusqu'à sa terminaison. La Société a décidé de mettre fin à sa participation dans la coentreprise au 31 mars 2013 car les objectifs de ventes initialement établis n'ont pas été atteints. H₂O Innovation India Limited nécessitait beaucoup d'attention et des ressources et l'impact sur les revenus et les bénéfices de la Société étaient non significatifs.

La date de présentation de l'information financière de H₂O Innovation India Ltd. est le 31 mars. Cette date a été établie lorsque la coentreprise a été constituée car un exercice financier uniforme se terminant le 31 mars est requis à des fins fiscales. Aux fins d'application de la méthode de la mise en équivalence, H₂O Innovation India Ltd. a préparé pour la Société des états financiers additionnels correspondant à l'exercice de la Société qui se termine le 30 juin. La Société ne disposait d'aucune part dans des passifs éventuels ou des engagements d'investissement jusqu'à la date de terminaison au 31 mars 2013 ni au 30 juin 2012.

Le tableau suivant reflète les informations financières synthétisées non ajustées pour la participation détenue par la Société :

En date du et pour l'exercice terminé le 30 juin	2013	2012
	\$	\$
Actif courant	-	1 246 821
Actif non courant	-	432 821
Passif courant	-	(1 596 873)
Revenus	-	1 239 149
Bénéfice net (perte nette)	-	(657 653)

La Société a comptabilisé une perte sur disposition d'un investissement dans une coentreprise au montant de 42 521 \$ dans l'état des résultats, suivant la terminaison de l'entente au 31 mars 2013.

13. Goodwill

La variation de la valeur comptable se résume comme suit :

	\$
Solde au 30 juin 2011	10 179 427
Dépréciation du goodwill	(8 221 423)
Incidence des fluctuations du taux de change	428 318
Solde au 30 juin 2012	2 386 322
Incidence des fluctuations du taux de change	78 989
Solde au 30 juin 2013	2 465 311

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
 (en dollars canadiens)

Le goodwill a été affecté à l'unité génératrice de trésorerie de la Société, États-Unis et Canada, aux fins de tester la dépréciation. La valeur comptable du goodwill a été affectée aux unités génératrices de trésorerie comme suit :

	30 juin 2013	30 juin 2012
	\$	\$
Canada	-	-
États-Unis	2 465 311	2 386 322
	2 465 311	2 386 322

La Société effectue son test de dépréciation sur une base annuelle, ou plus fréquemment s'il existe une indication de dépréciation. La Société a regroupé ses unités génératrices de trésorerie en pays aux fins du test de dépréciation du goodwill. La valeur comptable du goodwill a été affectée à ces groupes d'unités génératrices de trésorerie aux fins du test de dépréciation.

La valeur recouvrable de ces unités génératrices de trésorerie a été déterminée sur la base du calcul de la valeur d'utilité qui utilise les projections de trésorerie basées sur les budgets financiers approuvés par le conseil d'administration.

Les projections de trésorerie correspondant à la période budgétaire sont basées sur le même bénéfice brut prévu tout au long de la période budgétaire. Selon la direction, tout changement raisonnablement possible affectant les hypothèses clés sur lesquelles la valeur recouvrable est basée ne pourrait pas amener la valeur comptable cumulée à excéder la valeur recouvrable cumulée de chacune des unités génératrices de trésorerie.

Les hypothèses clés auxquelles les valeurs recouvrables de chacun des groupes d'unités génératrices de trésorerie sont les plus sensibles incluent les taux de croissance de revenus, les marges brutes futures des projets, produits et services et les taux d'actualisation appliqués aux projections de trésorerie. Les projections de trésorerie et de marges brutes futures ont été établies sur la base de l'expérience acquise et des résultats opérationnels réels à l'aide de prévisions approuvées par la direction. Les taux d'actualisation sont basés sur le coût moyen pondéré du capital selon une structure de capital standard et reflètent les risques spécifiques liés aux groupes d'unités génératrices de trésorerie soumis à révision. Le calcul des valeurs recouvrables est basé sur les hypothèses clés suivantes :

	Taux de croissance pour la période terminale	Taux d'actualisation après impôt
Au 30 juin 2013		
Canada	3,0%	14,8%
États-Unis	3,0%	14,8%
Au 30 juin 2012		
Canada	3,0%	14,8%
États-Unis	3,0%	14,8%

Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2013, la Société a évalué la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie « États-Unis » à 13 255 000\$ et n'a reconnu aucune perte de valeur du goodwill pour l'exercice (8 221 423 \$ (8 212 389 US\$) pour l'exercice 2012). La juste valeur diminuée des coûts de la vente a été utilisée pour déterminer la valeur recouvrable de cette unité génératrice de trésorerie à partir des nouvelles projections financières actualisées sur cinq ans des flux futurs de trésorerie approuvées par la direction.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (en dollars canadiens)

14. Emprunts bancaires

Les créances et les stocks sont affectés à la garantie d'emprunts bancaires d'un montant autorisé de 2 000 000 \$ et 2 000 000 US\$ portant intérêt au taux préférentiel canadien plus 1,00 % (4,0 % au 30 juin 2013) et au taux préférentiel US plus 1,00 % (4,75 % au 30 juin 2013). Ces emprunts sont renégociables en novembre 2013 et sont garantis en partie par Exportation et Développement Canada (« EDC »).

La Société dispose d'une facilité de crédit lui permettant d'émettre des lettres de crédit pour un montant maximal de 2 000 000 \$. Cette facilité de crédit porte intérêt au taux préférentiel plus 1,0 % (4,0 % au 30 juin 2012) et est renégociable le 30 novembre 2013. Un certificat de dépôt garanti est affecté à la garantie de cette facilité de crédit (1 000 630 \$ au 30 juin 2013). Au 30 juin 2013, la Société a émis des lettres de crédit totalisant 1 338 129 \$ en vertu de cette facilité de crédit. De ces lettres de crédit émises, un montant de 207 382 \$ est garanti par EDC.

Clauses restrictives

La Société s'est engagée à respecter sur une base mensuelle les clauses restrictives relatives aux emprunts bancaires susmentionnés. Au 30 juin 2013, la Société ne respectait pas ces clauses restrictives (note 25) mais elle a reçu une exonération à ce manquement du prêteur. L'exonération bancaire accorde un délai de grâce allant jusqu'au 30 novembre 2013, date à laquelle les emprunts seront renégociés.

15. Crédoeurs et charges à payer

	30 juin 2013	30 juin 2012
	\$	\$
Fournisseurs	2 178 120	3 792 052
Autres crédoeurs et autres charges à payer	1 902 219	1 949 955
	4 080 339	5 742 007

16. Provisions

La variation de la valeur comptable des provisions pour garantie peut se résumer comme suit :

	\$
Solde au 30 juin 2011	32 300
Provisions complémentaires comptabilisées	40 116
Moins : Paiements	(32 760)
Incidence des fluctuations du taux de change	887
Solde au 30 juin 2012	40 543
Provisions complémentaires comptabilisées	77 745
Moins : Paiements	(79 163)
Incidence des fluctuations du taux de change	2 512
Solde au 30 juin 2013	41 637

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
 (en dollars canadiens)

17. Contreparties éventuelles

La variation de la valeur comptable se résume comme suit :

	\$
Solde au 30 juin 2011	1 419 727
Plus : Désactualisation	81 591
Moins : Paiements	(793 393)
Moins : Réduction des contreparties éventuelles aux états consolidés des résultats	(280 142)
Incidence des fluctuations du taux de change	53 842
Solde au 30 juin 2012	481 625
Plus : Désactualisation	30 492
Moins : Paiements	(96 011)
Moins : Entente de règlement	(404 189)
Incidence des fluctuations du taux de change	(11 917)
Solde au 30 juin 2013	-

Le 1^{er} décembre 2012, la Société a signé une entente de règlement et quittance avec Donald Ricketts (« M. Ricketts »). Dans le cadre de cette entente, la convention de rachat (la « convention ») datée du 10 avril 2008 relativement à l'acquisition de Wastewater Technology, Inc. a été résiliée avec effet immédiat, et M. Ricketts et la Société ont abandonné tous leurs droits relevant de cette convention. En contrepartie de cet abandon, M. Ricketts a reçu 96 011 \$ et a convenu qu'aucun montant ne lui était dû ou ne lui serait jamais dû dans le cadre de la convention ou en sa qualité d'employé ou de consultant de la Société. Par conséquent, la Société a radié la contrepartie conditionnelle relative à cette convention résiliée d'un montant de 404 189 \$ (407 736 US\$) et a inscrit un gain sur entente de règlement du même montant dans son état des résultats.

18. Dette à long terme

	30 juin 2013	30 juin 2012
	\$	\$
Non garantie – au coût amorti		
Emprunt bancaire, libellé en dollars canadiens (a) (e)	1 076 696	1 401 737
Emprunt auprès d'autres entités, libellé en dollars canadiens (b) (e)	1 568 924	1 862 820
Emprunts auprès d'actionnaires, libellés en dollars US (c) (e)	145 003	322 391
Emprunt auprès d'autres entités, libellé en dollars US (d)	82 634	95 674
	2 873 257	3 682 622
Moins : Tranche courante de la dette à long terme	2 808 261	2 580 862
Dette à long terme	64 996	1 101 760

(a) Emprunt bancaire

Emprunt bancaire d'une valeur de 1 076 696 \$, portant intérêt au taux de 12,125 % (taux effectif de 17,6 %) suite à la conclusion d'une entente le 23 avril 2013 comportant quatre options de moratoires de trois mois chacun sur le remboursement du capital, débutant en avril 2013 avec une augmentation initiale de 0,50 % du taux d'intérêt applicable et d'une augmentation de 0,125 % du taux d'intérêt applicable à chaque utilisation de moratoire sur le remboursement du capital. L'emprunt bancaire est remboursable en versements mensuels, échéant le 1^{er} juin 2015.

(b) Emprunt auprès d'autres entités

Emprunt d'une valeur de 1 568 924 \$, portant intérêt au taux de 11,625 % (taux effectif de 16,2 %), suite à la conclusion d'une entente le 23 avril 2013 comportant quatre options de moratoires de trois mois chacun sur le remboursement du capital, débutant en avril 2013 avec une augmentation initiale de 0,50 % du taux d'intérêt applicable et d'une augmentation de 0,125 % du taux d'intérêt applicable à chaque utilisation de moratoire sur le remboursement du capital. L'emprunt auprès d'autres entités est remboursable en

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(en dollars canadiens)

versements mensuels, échéant le 1^{er} juillet 2016. Lors de l'émission de cet emprunt, la Société a émis 1 000 000 de bons de souscription, soit un demi-bon pour chaque dollar de dette permettant l'achat d'une action ordinaire au prix de 0,50 \$ jusqu'au 30 décembre 2013.

(c) Emprunts auprès d'actionnaires

Emprunt auprès d'actionnaires d'une valeur de 145 003 \$ (137 862 US\$), portant intérêt au taux de 12,125 % (taux effectif de 17,8 %) suite à la conclusion d'une entente le 23 avril 2013 comportant quatre options de moratoires de trois mois chacun sur le remboursement du capital, débutant en avril 2013 avec une augmentation initiale de 0,50 % du taux d'intérêt applicable et d'une augmentation de 0,125 % du taux d'intérêt applicable à chaque utilisation de moratoire sur le remboursement du capital. L'emprunt auprès d'actionnaires est remboursable en versements mensuels, échéant le 1^{er} juin 2015.

(d) Emprunt auprès d'autres entités

Emprunt d'une valeur de 82 634 \$ (78 565 US\$), portant intérêt au taux de 8,5 %, remboursable en versements mensuels de 1 998 \$ (1 900 US\$) et échéant le 1^{er} juillet 2017.

(e) Au 30 juin 2013, la Société ne respecte pas l'une de ses obligations relatives à l'emprunt bancaire, à l'emprunt auprès d'autres entités et les emprunts auprès d'actionnaires car elle ne maintient pas le ratio de fonds de roulement de 1,30:1 et le ratio de couverture des charges fixes de 1:1 mais elle a demandé et obtenu une exonération à ce manquement auprès des prêteurs.

(f) Les versements annuels de capital exigibles sur la dette à long terme s'élèvent à 998 975 \$ en 2014, 1 179 102 \$ en 2015, 504 165 \$ en 2016, 188 853 \$ en 2017 et 2 162 \$ en 2018.

Au 30 juin 2013, la Société n'était pas en conformité avec le ratio de couverture des charges fixes ce qui a entraîné le reclassement de la portion long terme de la dette à long terme, à court terme. Ce reclassement a fait en sorte que le ratio de fond de roulement n'est pas respecté à cette date. La Société a demandé et obtenu les dispenses auprès des prêteurs après la fin d'exercice.

19. Impôts sur le résultat**Le recouvrement d'impôt s'établit comme suit :**

	30 juin 2013 \$	30 juin 2012 \$
Charge d'impôt exigible :		
Période considérée	1 979	4 374
Ajustement au titre des périodes antérieures	327	-
	2 306	4 374
Recouvrement d'impôt différé :		
Naissance et renversement des différences temporelles	68 812	(705 967)
Diminution (augmentation) du taux d'impôt	(54 770)	(335 155)
Ajustement au titre des périodes antérieures	(183 683)	(1 470 410)
	(169 641)	(2 511 532)
Impôts sur le résultat	(167 335)	(2 507 158)

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
 (en dollars canadiens)

Rapprochement du recouvrement d'impôts effectif de la Société :

Le taux d'impôt ordinaire des sociétés canadiennes est de 26,24 % (27,08 % en 2012). Le rapprochement entre les impôts sur le résultat calculés en appliquant le taux d'impôt des sociétés canadiennes et la charge d'impôts de 2013 et de 2012 figure ci-dessous.

	30 juin 2013	30 juin 2012
	\$	\$
Bénéfice (Perte) avant impôts sur le résultat	145 657	(10 562 018)
Impôts sur le résultat au taux d'impôt ordinaire des sociétés canadiennes de 26,24 % (27,08 % en 2012)	38 320	(2 860 194)
Effet fiscal des éléments suivants :		
Changements des taux règlementaires	(54 770)	(335 155)
Dépréciation du goodwill non déductible	-	2 226 361
Utilisation d'économies d'impôts non comptabilisées antérieurement	(183 683)	(1 470 410)
Variations de la juste valeur des contreparties éventuelles et charge de désactualisation	8 080	(53 916)
Gain sur règlement	(106 039)	-
Paiements fondés sur des actions non déductibles	10 394	23 416
Résultats de la coentreprise présentés après impôts	(2 623)	87 265
Crédits d'impôts	(18 306)	-
Éléments n'ayant aucune incidence sur le résultat	-	(315)
Éléments non déductibles	21,303	20 244
Autres	119 989	(144 828)
Recouvrement d'impôts total	(167 335)	(2 507 158)

Actifs et passifs d'impôt différé

	30 juin 2013	30 juin 2012
	\$	\$
Rapprochement avec les états consolidés de la situation financière :		
Actifs d'impôt différé	5 042 064	3 992 149
Passifs d'impôt différé	(1 918 000)	(1 034 000)
Actifs d'impôt différé nets	3 124 064	2 958 149

Les mouvements d'actifs (de passifs) d'impôt différé relatifs aux différences temporelles s'établissent comme suit :

	Solde au	Comptabilisés	Comptabilisés	Solde au
	1^{er} juillet 2012	dans les	dans les	30 juin 2013
	\$	résultats	capitaux	\$
	\$	\$	propres	\$
Pertes autres qu'en capital	879 442	(474 042)	-	405 400
Immobilisations corporelles	(6 000)	34 308	-	28 308
Immobilisations incorporelles	(287 293)	(137 805)	-	(425 098)
Intérêts U.S. non déduits et reportés	2 308 000	676 022	-	2 984 022
Autres éléments d'actif	64 000	67 432	-	131 432
Fluctuations du taux de change comptabilisées dans les capitaux propres	-	3 726	(3 726)	-
	2 958 149	169 641	(3 726)	3 124 064

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
 (en dollars canadiens)

	Solde au 1 ^{er} juillet 2011 \$	Comptabilisés dans les résultats \$	Comptabilisés dans les capitaux propres \$	Solde au 30 juin 2012 \$
Frais d'aménagement et d'exploration	-	695 000	(695 000)	-
Pertes autres qu'en capital	1 076 303	431 327	(628 188)	879 442
Immobilisations corporelles	(20 521)	14 521	-	(6 000)
Immobilisations incorporelles	(412 185)	124 892	-	(287 293)
Intérêts U.S. non déduits et reportés	994 000	1 314 000	-	2 308 000
Autres éléments d'actif	140 000	(76 000)	-	64 000
Fluctuations du taux de change comptabilisées dans les capitaux propres	-	7 792	(7 792)	-
	1 777 597	2 511 532	(1 330 980)	2 958 149

Au 30 juin 2013, les pertes fiscales reportées en avant pouvant réduire à l'avenir le bénéfice imposable de la Société ainsi que les crédits d'impôt à l'investissement reportés pouvant réduire les impôts sur le résultat de la Société, pour lesquels la Société n'a pas comptabilisé d'impôt différé pour le Canada, s'établissaient comme suit :

Les pertes fiscales reportées en avant expirent en :	Date	Canada \$	États-Unis \$
	2014	13 000	-
	2016	152 000	-
	2027	2 330 000	-
	2028	2 619 000	26 000
	2029	1 000	-
	2030	672 000	1 839 000
	2032	-	605 000
		5 787 000	2 470 000

Les crédits d'impôt à l'investissement expirent en :	Date	Canada
	2020	9 000
	2021	76 000
	2022	141 000
	2023	51 000
	2025	36 000
	2026	22 000
	2027	38 000
	2028	6 000
	2029	21 000
		400 000

La capacité de réaliser les économies d'impôts découlant de ces pertes et crédits d'impôt à l'investissement dépend d'un certain nombre de facteurs, dont la rentabilité future des opérations dans les territoires où les pertes fiscales et les crédits d'impôt à l'investissement ont été générés. Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés pour les pertes fiscales et les autres différences temporelles qui donnent lieu aux actifs d'impôt différé seulement dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre de recouvrer l'actif.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
 (en dollars canadiens)

Par conséquent, aucun actif d'impôt différé n'a été comptabilisé pour les pertes fiscales reportées en avant et les différences temporelles suivantes :

Au 30 juin 2013	Canada	United States
	\$	\$
Pertes fiscales reportées en avant	2 095 751	591 271
Frais d'aménagement et d'exploration	640 000	-
Pertes en capital	84 000	-
Frais de recherche et développement	578 000	-
Immobilisations corporelles	1 126 000	-
Immobilisations incorporelles	139 293	-
Frais de financement	8 000	-
Autres actifs	15 000	-
	4 686 044	591 271

Au 30 juin 2012	Canada
	\$
Pertes fiscales reportées en avant	2 188 110
Frais d'aménagement et d'exploration	643 000
Pertes en capital	63 000
Frais de recherche et développement	563 000
Immobilisations corporelles	1 064 000
Immobilisations incorporelles	139 293
Frais de financement	39 000
Autres actifs	(23 000)
	4 676 403

20. Capital social

Capital social

La Société a autorisé un nombre illimité d'actions ordinaires (à savoir des actions avec droit de vote et des actions participatives), sans valeur nominale.

Options d'achat d'actions

La Société a établi un régime d'options d'achat d'actions en vertu duquel le conseil d'administration peut octroyer des options d'achat d'actions à des administrateurs, des dirigeants, des employés clés et des consultants dont les services sont retenus par la Société. Le conseil d'administration détermine, à sa discrétion, les conditions d'exercice, s'il y a lieu, l'échéance des options et le nombre d'options à attribuer. Le nombre maximum d'actions pouvant être émises en vertu de ce régime est de 5 500 000.

Pour l'exercice terminé le 30 juin 2013, la Société a inscrit un montant de 39 619 \$ (86 469 \$ en 2012) à titre de rémunération à base d'actions pour des options octroyées à ses administrateurs, dirigeants et employés clés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
 (en dollars canadiens)

La situation du régime d'options d'achat d'actions de la Société au 30 juin 2013 et au 30 juin 2012 et la variation au cours des exercices terminés à ces dates sont résumées dans le tableau suivant :

Exercices terminés les 30 juin	2013		2012	
	Nombre	Prix de levée moyen pondéré	Nombre	Prix de levée moyen pondéré
		\$		\$
En circulation au début de l'exercice	2 477 000	0,70	3 945 000	0,80
Échues	(352 500)	1,50	(980 500)	1,22
Annulées par renonciation	-	-	(487 500)	0,50
En circulation à la fin de l'exercice	2 124 500	0,57	2 477 000	0,70

Au 30 juin 2013, les options d'achat d'actions suivantes ont été attribuées:

Prix d'exercice	Détenteurs	Nombre d'actions	Moyenne pondérée de la période résiduelle de levée (en années)	Prix de levée moyen pondéré
\$				\$
0,32	Administrateurs	125 000	0,44	0,02
0,50	Administrateurs	290 000	7,37	0,07
0,75	Administrateurs	225 000	6,47	0,08
0,90	Administrateurs	12 000	0,05	0,01
0,50	Employés	1 222 500	7,23	0,29
0,90	Employés	250 000	0,05	0,10
		2 124 500	5,89	0,57

Au 30 juin 2013, les options d'actions suivantes pourraient être exercées :

Prix d'exercice	Nombre d'actions	Prix de levée moyen pondéré
\$		\$
0,32	125 000	0,02
0,50	1 131 250	0,32
0,75	225 000	0,09
0,90	262 000	0,14
	1 743 250	0,57

Bons de souscription

Dans le cadre de ses opérations de financement effectuées au cours de l'exercice 2011 et des exercices précédents, la Société a émis à des investisseurs des bons de souscription leur donnant le droit d'acquérir des actions à un prix prédéterminé. Chaque bon de souscription émis permet d'acquérir une action ordinaire de la Société.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (en dollars canadiens)

Les bons de souscription en circulation au 30 juin 2013 et au 30 juin 2012 ainsi que les variations au cours des exercices terminés à ces dates sont résumés dans le tableau suivant :

Exercices terminés les 30 juin	2013		2012	
	Nombre	Prix de levée moyen pondéré \$	Nombre	Prix de levée moyen pondéré \$
En circulation, au début de l'exercice	2 250 000	0,83	10 179 877	0,84
Échus	(1 250 000)	1,10	(7 929 877)	0,85
En circulation, à la fin de l'exercice	1 000 000	0,50	2 250 000	0,83

Le tableau ci-dessous présente les hypothèses utilisées pour déterminer la valeur des bons de souscription selon le modèle d'établissement du prix des options de Black et Scholes :

Au 30 juin 2013, les bons de souscription suivants avaient été octroyés :

Date d'échéance	Nombre	Prix de levée
Décembre 2013	1 000 000	0,50 \$

21. Informations complémentaires sur la nature des composantes des charges

a) Dépenses par nature

Exercices terminés les 30 juin	2013	2012
	\$	\$
Matériel	18 228 038	16 887 584
Variations des stocks de matières premières, produits finis et excédent des coûts engagés sur la facturation	64 697	170 496
Salaires et avantages sociaux	9 078 229	8 821 883
Sous-traitants et honoraires professionnels	3 033 821	6 706 473
Loyers, électricité, assurance et frais de bureau	1 357 876	1 114 643
Télécommunications et frais de transport	1 130 536	1 190 314
Créances douteuses	190 492	254 510
Autres dépenses	1 539 877	1 243 875
Coût total des marchandises vendues, charges d'exploitation, frais de vente et frais administratifs	34 623 566	36 389 778

b) Amortissement

La Société a choisi de présenter l'amortissement en tant que poste distinct dans ses états consolidés du résultat global, plutôt que d'indiquer la fraction de ce montant qui a trait au coût des marchandises vendues, aux charges d'exploitation, aux frais de vente et aux frais administratifs dans chacune de ces catégories de coûts. Les tableaux suivants présentent : i) la ventilation de l'amortissement par catégorie de coûts, comme indiqué ci-dessus, pour les exercices terminés les 30 juin 2013 et 2012; et ii) les montants qui seraient présentés au titre du coût des marchandises vendues, charges d'exploitation, frais de vente et frais administratifs si l'amortissement était ventilé entre ces catégories de coûts pour les exercices susmentionnés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
 (en dollars canadiens)

Amortissement des immobilisations corporelles par fonction	2013	2012
	\$	\$
Coût des marchandises vendues	140 370	170 183
Charges d'exploitation	3 802	5 184
Frais de vente	44 875	51 687
Frais administratifs	90 819	79 218
	279 866	306 272

Amortissement des immobilisations incorporelles par fonction	2013	2012
	\$	\$
Coût des marchandises vendues	352 726	366 118
Frais de vente	316 030	201 646
Frais administratifs	51 945	46 544
	720 701	614 308

Dépréciation des immobilisations incorporelles par fonction	2013	2012
	\$	\$
Coût des marchandises vendues	-	198 589
Frais de vente	-	180 139
	-	378 728

Coûts par fonction incluant l'amortissement et la dépréciation des immobilisations incorporelles	2013	2012
	\$	\$
Coût des marchandises vendues	27 378 460	28 369 439
Charges d'exploitation	699 881	648 064
Frais de vente	3 869 986	4 339 735
Frais administratifs	3 675 806	4 331 848
	35 624 133	37 689 086

c) Autres (gains) pertes – net(te)s

Exercices terminés les 30 juin	2013	2012
	\$	\$
(Gain) Perte de change	(15 243)	(254 614)
Autres revenus	30 320	(130 375)
(Gain) Perte à la disposition d'actifs	23 485	16 710
	38 562	(368 279)

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
 (en dollars canadiens)

22. Bénéfice (Perte) net(te) par action

Le tableau suivant définit le nombre moyen pondéré de base et dilué d'actions en circulation utilisé pour calculer le bénéfice (la perte) de base et dilué(e) par action:

Exercices terminés les 30 juin	2013	2012
Bénéfice (Perte) net(te)	312 992 \$	(8 054 860 \$)
Nombre moyen pondéré de base et dilué d'actions en circulation	60 145 823	60 145 823
Éléments exclus du calcul du bénéfice (de la perte) net(te) dilué(e) par action, en raison de leur prix d'exercice supérieur au prix moyen du marché des actions ordinaires		
Options d'achat d'actions	2 124 500	2 477 000
Bons de souscription (nombre d'actions équivalentes)	1 000 000	2 250 000

Pour les exercices terminés le 30 juin 2013 et 2012, le nombre moyen pondéré de base d'actions en circulation était le même que le nombre moyen pondéré dilué d'actions en circulation étant donné que l'exercice présumé des options d'achat d'actions et des bons de souscription d'actions ordinaires est anti-dilutif. Par conséquent, le bénéfice (la perte) dilué(e) par action pour ces exercices a été calculé(e) d'après le nombre moyen pondéré de base d'actions en circulation.

23. Flux de trésorerie

a) La variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement s'établit comme suit :

Exercices terminés les 30 juin	2013	2012
	\$	\$
Débiteurs	2 922 987	(1 290 126)
Stocks	(1 665 780)	14 481
Excédent des coûts engagés sur la facturation	(50 840)	164 058
Frais payés d'avance	(91 665)	68 143
Créditeurs et charges à payer	(1 724 488)	1 476 414
Provisions	(1 418)	-
Excédent de la facturation sur les travaux en cours	80 248	283 357
	(530 956)	716 327

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (en dollars canadiens)

b) La trésorerie et les équivalents de trésorerie s'établissent comme suit :

Aux 30 juin	2013	2012
	\$	\$
Début de l'exercice		
Trésorerie et équivalents	576 542	440 355
Découvert bancaire	(155 210)	(291 520)
	421 332	148 835
	2013	2012
	\$	\$
Fin de l'exercice		
Trésorerie et équivalents	303 936	576 542
Découvert bancaire	(256 701)	(155 210)
	47 235	421 332

24. Gestion des risques financiers

Du fait de ses activités, la Société est exposée à une variété de risques financiers : risque de marché (y compris le risque de change, et le risque de taux d'intérêt lié aux flux de trésorerie et à la juste valeur), risque de crédit et risque de liquidité. Le programme global de gestion des risques financiers de la Société vise à atténuer les risques imprévisibles du marché des capitaux et leurs effets potentiellement négatifs sur le rendement financier de la Société.

La gestion des risques financiers est généralement assurée par l'équipe de direction de la Société, conformément aux politiques approuvées par le conseil d'administration. La responsabilité de cette équipe consiste à définir et à évaluer les risques financiers.

Vue d'ensemble

Le tableau qui suit fait état des instruments financiers de la Société et de la nature des risques auxquels ils pourraient être exposés :

Instruments financiers	Risques			
	Risques de marché		Risque de crédit	Risque de liquidité
	Risque de change	Risque de taux d'intérêt		
Trésorerie et équivalents	x	x	x	
Certificats de placement garantis	x	x	x	
Débiteurs	x		x	
Découvert bancaire	x	x		x
Emprunts bancaires	x	x		x
Créditeurs et charges à payer	x			x
Contrepartie éventuelle	x	x		x
Dette à long terme	x	x		x

Risque de change

Le risque de change de la Société provient d'opérations d'achat et de vente effectuées en dollars US et est également dû à l'actif net de ses filiales étrangères. Afin de limiter l'effet des fluctuations du dollar canadien sur le dollar US, la Société fait coïncider, de façon générale et dans la mesure du possible, les encaissements dans une devise étrangère et les décaissements dans la même devise. Aucun instrument financier dérivé n'est conclu pour couvrir la variabilité des flux de trésorerie en devises étrangères.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (en dollars canadiens)

Au 30 juin 2013, si le dollar canadien avait varié de cinq pour cent (5 %) à la hausse ou à la baisse en comparaison avec le dollar US, en supposant que toutes les autres variables demeurent constantes, le bénéfice net de l'exercice terminé le 30 juin 2013 aurait été inférieur ou supérieur d'approximativement 72 722 \$ (91 393 \$ au 30 juin 2012).

Les actifs et les passifs financiers libellés en dollars US inclus dans l'entité canadienne sont présentés dans le tableau suivant :

	30 juin 2013	30 juin 2012
	\$	\$
ACTIFS FINANCIERS		
Trésorerie	736	713
Certificats de placement garantis	16 286	15 469
Débiteurs	900 962	889 441
	917 984	905 623
PASSIFS FINANCIERS		
Découvert bancaire	(42 150)	(137 931)
Emprunts bancaires	(1 895 843)	(1 628 394)
Créditeurs	(289 428)	(644 759)
Dette à long terme	(145 002)	(322 390)
	(2 372 423)	(2 733 474)

Risque de taux d'intérêt lié aux flux de trésorerie et à la juste valeur

Dans le cours normal de ses affaires, la Société est exposée à un risque de fluctuations de taux d'intérêt en raison des prêts à taux variable, créances, prêts à terme et contreparties éventuelles. La Société gère son exposition aux variations de taux d'intérêt par une répartition de sa dette financière entre des instruments comportant des taux fixes et des taux variables.

Les certificats de placement garantis et les emprunts non garantis portent intérêt à taux fixes et n'exposent donc pas la Société au risque de variation de la juste valeur découlant des fluctuations des taux d'intérêt.

Les emprunts bancaires portent intérêt à taux variables et exposent donc la Société à un risque de flux de trésorerie découlant des variations des taux d'intérêt.

Aux 30 juin 2013 et 2012, si les taux d'intérêt avaient varié de 25 points de base à la hausse ou à la baisse, en supposant que toutes les autres variables demeurent constantes, il n'y aurait eu aucun effet significatif sur le bénéfice net et le résultat global. Ces variations ont été retenues, car elles sont considérées raisonnablement possibles selon les observations et la conjoncture.

Risque de crédit

Le risque de crédit fait référence au risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une ou l'autre de ses obligations et amène de ce fait la Société à subir une perte financière, les principaux risques étant liés aux débiteurs. Pour gérer le risque de crédit sur les débiteurs, la Société révisé les limites de crédit, contrôle le vieillissement des débiteurs et établit une provision pour créances douteuses sur la base des informations clients spécifiques et des tendances historiques générales. Les comptes clients sont composés d'un grand nombre de clients, répartis dans diverses industries et diverses zones géographiques. La situation financière des débiteurs est soumise à une évaluation continue de crédit. Au 30 juin 2013, la provision pour créances douteuses était de 406 890 \$ (258 230 \$ au 30 juin 2012).

La valeur comptable telle qu'elle figure aux états consolidés de la situation financière des actifs financiers de la Société exposés au risque de crédit représente le montant maximum du risque de crédit auquel la Société est exposée.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
 (en dollars canadiens)

Le tableau qui suit présente une synthèse de l'exposition de la Société au risque de crédit :

	30 juin 2013	30 juin 2012
	\$	
Trésorerie et équivalents	303 936	576 542
Certificats de placement garantis	1 253 786	1 147 703
Débiteurs, nets de crédits d'impôt à recevoir	6 384 140	9 142 340

La Société est également exposée au risque de crédit en raison de sa trésorerie, de son certificat de dépôt et de ses certificats de placement. La Société détient 1 557 722 \$ (1 724 245 \$ en 2012) en trésorerie et certificats de placement garantis au sein d'une institution bancaire que la Société considère à faible risque de perte.

Le tableau qui suit présente un sommaire du classement par échéance des comptes clients aux:

	30 juin 2013	30 juin 2012
	\$	\$
Courant	3 748 719	4 954 768
En souffrance depuis 1 à 30 jours	483 113	1 614 838
En souffrance depuis 31 à 90 jours	165 551	358 455
En souffrance depuis plus de 90 jours	1 236 838	1 200 232
	5 634 221	8 128 293
Moins: provisions pour créances douteuses	(406 890)	(258 230)
Comptes clients	5 227 331	7 870 063
Provisions pour factures arriérées	(3 155)	-
Retenues de clients dans le cadre de contrats de fabrication	953 731	983 900
Crédits d'impôt à recevoir	84 416	180 040
Autres créances	206 233	288 377
	6 468 556	9 322 380

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est défini comme étant le risque que la Société ne puisse satisfaire à ses obligations à temps ou à un prix raisonnable. La Société gère son risque de liquidité en tenant compte des besoins opérationnels et en recourant à de multiples sources de financement pour maintenir sa flexibilité. La Société établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour respecter ses obligations.

Pour ses activités d'investissement, la Société évaluera en temps et lieu les besoins de liquidité et prendra les mesures nécessaires.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
 (en dollars canadiens)

Le tableau suivant indique les montants exigibles aux dates d'échéance contractuelle des passifs financiers, ce qui inclut les intérêts courus :

Au 30 juin 2013	Valeur comptable	Moins de 1 an	1 - 2 ans	2 - 3 ans	4 ans et plus
	\$	\$	\$	\$	\$
Découvert bancaire	256 701	256 701	-	-	-
Emprunts bancaires	3 375 843	3 375 843	-	-	-
Créditeurs et charges à payer	4 080 339	4 080 339	-	-	-
Dettes à long terme	3 392 707	1 294 641	1 346 519	557 716	193 831
Total	11 105 590	9 007 524	1 346 519	557 716	193 831

Au 30 juin 2012	Valeur comptable	Moins de 1 an	1 - 2 ans	2 - 3 ans	4 ans et plus
	\$	\$	\$	\$	\$
Découvert bancaire	155 210	155 210	-	-	-
Emprunts bancaires	2 868 394	2 868 394	-	-	-
Créditeurs	5 742 007	5 742 007	-	-	-
Contrepartie éventuelle	946 528	24 546	108 111	135 881	677 990
Dettes à long terme	4 728 920	1 567 070	1 324 653	1 212 153	625 044
Total	14 441 059	10 357 227	1 432 764	1 348 034	1 303 034

Juste valeur

La hiérarchie des évaluations à la juste valeur comprend les trois niveaux suivants :

Niveau 1 – Les prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques.

Niveau 2 – Les données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des dérivés de prix); et

Niveau 3 – Les données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables).

Le niveau dans la hiérarchie de la juste valeur dans lequel l'évaluation de la juste valeur est classée dans son entièreté est déterminé en fonction de la donnée du niveau le plus bas qui a une importance pour l'évaluation de la juste valeur dans son entièreté.

La valeur comptable et la juste valeur estimée des instruments financiers sont comme suit :

Instruments financiers dont la juste valeur se rapproche de la valeur comptable

La trésorerie et les équivalents, les certificats de placement garantis, les débiteurs, le découvert bancaire, les emprunts bancaires et les comptes créditeurs et charges à payer sont des instruments financiers dont la juste valeur se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme.

Dettes à long terme

La juste valeur de la dette à long terme est déterminée en actualisant les flux de trésorerie futurs au taux d'intérêt dont la Société pourrait actuellement se prévaloir pour des emprunts comportant des conditions et des échéances similaires. La juste valeur de la dette à long terme s'établit à 2 873 257 \$ (3 682 622 \$ au 30 juin 2012).

Contrepartie éventuelle

La direction a déterminé la juste valeur comptabilisée pour les contreparties éventuelles sur la base des résultats, budgets et prévisions de Wastewater Technology Inc. Au 30 juin 2013, la juste valeur des contreparties éventuelles est nulle (460 555 \$ au 30 juin 2012).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (en dollars canadiens)

25. Gestion du capital

L'objectif de la Société en matière de gestion du capital est de maintenir un niveau de liquidité suffisant pour pouvoir soutenir sa croissance tout en adoptant une approche prudente à l'égard du levier et des risques financiers.

Le capital de la Société est composé de la dette nette et des capitaux propres. La dette nette comprend les dettes et les emprunts portant intérêt moins la trésorerie. La Société utilise principalement son capital pour financer l'augmentation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement et les dépenses d'investissement afin d'accroître ses capacités et l'intégration de ses activités.

La Société utilise différents ratios tels que ceux requis dans le cadre de sa facilité de crédit pour surveiller sa performance.

Les conventions relatives aux facilités de crédit et à la dette à long terme exigent que la Société respecte certains ratios financiers à des moments précis. Les ratios financiers sont, au 30 juin 2013:

- Ratio du fonds de roulement, défini comme étant le ratio des actifs courants divisés par les passifs courants, supérieur ou égal à 1,30:1,00;
- Ratio de dette sur capitaux propres, défini comme le total de la dette excluant le passif d'impôt différé divisé par les capitaux propres, inférieur ou égal à 2,50:1,00; et
- Ratio de couverture des charges fixes, incluant tous les paiements de capital et d'intérêts sur les emprunts exigibles et les dépenses d'investissement, tel que défini, supérieur ou égal à 1,00:1,00.

Au 30 juin 2013, la Société ne respectait pas le ratio de couverture des charges fixes lequel a entraîné le reclassement de la tranche non courante de la dette à long terme au passif courant. Ce reclassement a causé le non-respect du ratio de fonds de roulement.

26. Contrats de location

Contrats de location

Les contrats de location simple se rapportent à la location de locaux à des conditions de location comprises entre 1 et 10 ans. La Société dispose d'une option de renouveler le bail pour un local pour une période supplémentaire de 5 ans. La Société n'a pas l'option d'acheter les locaux loués à l'expiration des périodes de location.

Paiements comptabilisés en charges

Exercices terminés les 30 juin	2013	2012
	\$	\$
Paiements minimum exigibles	567 605	422 847
	567 605	422 847

Engagements non résiliables de location simple

	30 juin 2013	30 juin 2012
	\$	\$
Moins d'un an	567 605	560 225
Entre 1 et 5 ans	2 060 390	1 657 470
Plus de 5 ans	1 992 423	1 294 386
	4 620 418	3 512 081

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
 (en dollars canadiens)

Passif comptabilisé à titre de contrats de location simple non-résiliables

	30 juin 2013 \$	30 juin 2012 \$
Loyers différés		
Courants	3 151	18 188
Non courants	102 070	97 482
	<u>105 221</u>	<u>115 670</u>

27. Information sectorielle
Revenus constituant la source de revenus des secteurs isolables

La Société exploite ses activités dans un seul secteur d'exploitation isolable, lequel tire ses produits de la vente de systèmes de production d'eau potable, d'eau de procédés industriels et de traitement d'eaux usées et des services s'y rapportant.

L'analyse des revenus des activités poursuivies de la Société pour l'exercice figure au tableau suivant :

Exercices terminés les 30 juin	2013	2012
	\$	\$
Revenus résultant de la vente de produits consommables	13 191 645	11 692 712
Revenus de contrats de fabrication	22 945 256	24 217 195
	<u>36 136 901</u>	<u>35 909 907</u>

Informations géographiques

La Société est domiciliée au Canada. Le résultat de son chiffre d'affaires provenant des clients externes au Canada est de 16 543 641 \$ (13 336 990 \$ en 2012), et le total des revenus provenant des clients externes provenant d'autres pays est de 19 593 260 \$ (22 572 917 \$ en 2012). Les informations détaillées sur les marchés de la Société figurent dans le tableau suivant.

Exercices terminés les 30 juin	2013	2012
	\$	\$
Revenus provenant de clients externes		
Revenus par secteur géographique		
Canada	16 543 641	13 336 990
États-Unis	16 290 613	17 333 794
Tunisie	844 658	3 267 369
Chine	1 403 057	844 192
Égypte	94 286	349 590
Autres	960 646	777 972
	<u>36 136 901</u>	<u>35 909 907</u>

Les produits sont attribués aux différents pays en fonction du pays de résidence du client.

Au 30 juin	2013	2012
	\$	\$
Actifs non courants autres que les instruments financiers et actifs d'impôt différé par secteur géographique		
Canada	1 693 898	1 732 291
États-Unis	7 593 056	8 139 911
	<u>9 286 954</u>	<u>9 872 202</u>

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
(en dollars canadiens)

Information sur les principaux clients

Pour l'exercice terminé le 30 juin 2013, la Société a tiré plus de dix pour cent (10 %) de ses revenus d'un seul client externe, contrairement à l'exercice terminé le 30 juin 2012.

28. Information sur les parties liées

Rémunération des principaux dirigeants

Au cours de l'exercice, la rémunération des membres clés du personnel de gestion a été comme suit:

Exercices terminés les 30 juin	2013	2012
	\$	\$
Avantages à court terme	858 513	1 001 569
Indemnités de fin de contrat de travail	-	117 494
Avantages postérieurs à l'emploi	10 405	13 420
Paiements fondés sur des actions	33 213	63 560
	902 131	1 196 043

La rémunération des principaux dirigeants est déterminée par le comité de rémunération d'après leur rendement et les tendances du marché.

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Administrateurs

Philippe Gervais, président du conseil d'administration ⁽¹⁾
Frédéric Dugré, président et chef de la direction et administrateur
Élaine C. Phénix, administratrice ^{(1) (2)}
André Duquenne, administrateur
Richard Hoel, administrateur ⁽¹⁾
Lisa Henthorne, administratrice ⁽²⁾
Laurence E. Gamst, administrateur ⁽¹⁾

⁽¹⁾ Comité de vérification

⁽²⁾ Comité de gouvernance, rémunération et risques

Membres de l'équipe de haute direction

Frédéric Dugré, président et chef de la direction
Josée Riverin, V.-P., finances
Marc Blanchet, V.-P., affaires corporatives et juridiques & Secrétaire du conseil
Guillaume Clairet, V.-P. exécutif

Conseillers juridiques

McCarthy Tétrault S.E.N.C.R.L.

Auditeur indépendant

Deloitte s.e.n.c.r.l.

Agent de transfert

Services aux Investisseurs Computershare Inc.

BUREAUX ET USINES

Siège social

330, rue St-Vallier Est, bureau 340
Québec, Québec, G1K 9C5
Téléphone : 418.688.0170
Télécopieur : 418.688.9259

investisseur@h2oinnovation.com
www.h2oinnovation.com

Usines (Amérique du Nord)

201, 1^{ère} Avenue
Ham-Nord, Québec G0P 1A0

1048 La Mirada Court
Vista, Californie 92081

8900, 109th Ave N, Suite 1000
Champlin, Minnesota 55316

Bureaux des ventes et d'ingénierie

1046, 18th Ave SE
Calgary, Alberta T2G 1L6

5100, South Service Road, Unit 17
Burlington, Ontario L7L 6A5